

ELECTIONS

2002





Couverture: Depuis plus de cent ans, les électeurs américains arborent des macarons au revers de leur veste, signe de la vitalité du spectacle que représente l'élection présidentielle.

Page opposée: La Maison-Blanche, Washington.

SOMMAIRE

page 2 LES PARTIS POLITIQUES AUX ETATS-UNIS
PAR JOHN BIBBY

page 7 LE CHOIX D'UN CANDIDAT A LA PRESIDENCE ET LA DEMOCRATIE AMERICAINE
PAR STEPHEN WAYNE

page 12 ELECTIONS AMERICAINES: PROCEDURES
PAR MICHAEL TRAUOGOTT

page 16 ELECTIONS DE 2004: CALENDRIER

page 18 OBJECTIF 2004: ENTRETIEN AVEC THOMAS MANN
PAR PAUL MALAMUD

page 22 LES ELECTIONS LEGISLATIVES
PAR JOHN ALDRICH

page 27 LES SONDAGES, LES EXPERTS ET LES ELECTIONS DE 2004
PAR JOHN ZOGBY

page 31 LE FINANCEMENT DES CAMPAGNES
PAR JOSEPH CANTOR

page 35 GLOSSAIRE DES ELECTIONS

page 37 BIBLIOGRAPHIE ET SITES INTERNET

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :

GEORGE CLACK

REDACTEUR EN CHEF :

PAUL MALAMUD

DIRECTEUR ARTISTIQUE :

THADDEUS MIKINSKI

ICONOGRAPHIE :

JOANN STERN

DOCUMENTALISTES :

LORNA DODT
ANITA GREEN

VERSION FRANÇAISE :

AFRICA REGIONAL SERVICES, PARIS

PHOTOGRAPHIES : LES CRÉDITS SONT SÉPARÉS DE GAUCHE À DROITE PAR DES POINTS-VIRGULES ET DE BAS EN HAUT PAR DES TIRETS. TOUTES LES GRAVURES SONT REPRODUITES AVEC L'AUTORISATION DU BUREAU OF PRINTING AND ENGRAVING. COUVERTURE ET 2 DE COUVERTURE: AVEC L'AUTORISATION DE LA NEW YORK HISTORICAL SOCIETY. 2: © HULTONARCHIVE PAR GETTY IMAGES. 3: © HULTONARCHIVE PAR GETTY IMAGES. 4: © HULTONARCHIVE PAR GETTY IMAGES (4). 5: © HULTONARCHIVE PAR GETTY IMAGES (3). 7: © GETTY IMAGES. 8: KRAUSE PUBLICATIONS (2); © BETTMANN/CORBIS. 9: © REUTERS. 10: (GEORGE W. BUSH): © STEPHEN CROWLEY/THE NEW YORK TIMES. 11: © CORBIS; KRAUSE PUBLICATIONS (2). 12: REPRODUIT AVEC L'AUTORISATION DE THE GLOBE NEWSPAPER COMPANY, INC. - © VINCENT LAFORET/THE NEW YORK TIMES. 13: © REUTERS; © SHANE YOUNG/THE NEW YORK TIMES - © SUZANNE DeCHILLO/THE NEW YORK TIMES - © ANDREW ITKOFF/THE NEW YORK TIMES - © ROB CRANDALL/THE IMAGE WORKS. 14: © JENNI GIRTMAN/ATLANTA JOURNAL CONSTITUTION - © JIM WEST/THE IMAGE WORKS. 15: © AFP/CORBIS. 16-17: RICHARD ANDERSON. 23: AP/WIDE WORLD PHOTOS - © DOUG MILLS/THE NEW YORK TIMES. 25: © DOUG MILLS/THE NEW YORK TIMES; AP/WIDE WORLD PHOTOS (3). 26: AP/WIDE WORLD PHOTOS - © AFP/CORBIS. 27: © CORBIS - © BETTMANN/CORBIS - © PHILIP JONES GRIFFITHS/MAGNUM PHOTOS. 28 © GETTY IMAGES. 29: © BOB DAEMMRICH/THE IMAGE WORKS (2) 30: © BROOKS KRAFT/CORBIS - AVEC L'AUTORISATION DE MEET THE PRESS (2). 31: © PAUL HOSEFROS/THE NEW YORK TIMES - © REUTERS. 33: AP/WIDE WORLD PHOTOS - © REUTERS - © MARK PETERSON/CORBIS SABA. 34: AP/WIDE WORLD PHOTOS. 37: (PORTRAIT DE GEORGE W. BUSH): © NAJILAH FEANNY/CORBIS SABA. 4 DE COUVERTURE: AVEC L'AUTORISATION DE LA NEW YORK HISTORICAL SOCIETY.

Etats-Unis ELECTIONS 2004

Le but de cette brochure est de donner un aperçu du système électoral américain à ceux qui ne connaissent pas très bien les pratiques et les traditions des Etats-Unis en ce domaine. Nous avons demandé à sept spécialistes, politologues pour la plupart, d'expliquer certains aspects particulièrement importants des prochaines élections à des lecteurs étrangers habitués peut-être à d'autres modes de désignation de leurs gouvernants.

John Bibby ouvre le débat par un rappel du rôle des partis politiques dans le régime américain. Les partis ne sont pas explicitement prévus dans la Constitution des Etats-Unis (1789), mais sont devenus, dès les premières décennies du XVIII^e siècle, l'un des fondements de la démocratie américaine. D'aucuns ont avancé que la stabilité des institutions américaines tient en grande partie au fait que deux partis dominent la scène politique depuis plus d'un siècle.

Stephen Wayne explique ensuite le long processus de la campagne présidentielle, en particulier le mécanisme de l'investiture. Là encore, plusieurs traits essentiels du système américain – conventions et primaires au niveau des partis – ne sont pas prévus par la Constitution, mais sont l'aboutissement d'une évolution historique qui plonge ses racines dans les toutes premières années de la république américaine. Puis Michael Traugott décrit en détail la manière dont les institutions électorales garantissent une totale équité à toutes les étapes du processus : inscription sur les listes électorales, décompte des votes, présentation du bulletin de vote.

Notre entretien avec l'éminent analyste politique Thomas Mann, de la Brookings Institution, aborde plus explicitement les prochaines élections. S'exprimant plusieurs mois avant la tenue du premier caucus (janvier 2004), Thomas Mann souligne les vrais enjeux de ces élections. John Aldrich nous rappelle que les élections de 2004 ne sont pas seulement des élections présidentielles : elles concernent aussi le renouvellement des 435 sièges de la Chambre des représentants et d'un tiers des 100 sièges du Sénat. Les gouverneurs, les maires

et les membres des assemblées législatives des Etats seront élus sur l'ensemble du territoire des Etats-Unis. Ces élections sont d'autant plus passionnantes qu'il est parfaitement possible, dans le système américain, que l'un des partis accède à la Maison-Blanche et que l'autre prenne le contrôle du Congrès. A la différence de ce qui se passe dans les systèmes parlementaires classiques, les détenteurs des pouvoirs exécutif et législatif sont, aux Etats-Unis, désignés indépendamment les uns des autres.

Nous nous penchons enfin sur deux aspects du processus électoral qui ont pris une importance cruciale dans les démocraties modernes : les sondages d'opinion et le financement des campagnes. L'enquêteur John Zogby défend l'idée que les sondages d'opinion peuvent être utiles aux candidats en concernant les questions qui intéressent les électeurs ; mais ils peuvent être dévoyés ou mal interprétés quand on prétend les utiliser pour prédire les résultats. Joseph Cantor apporte des explications brèves et précises sur la législation complexe qui régit les contributions financières apportées aux candidats et les dépenses de campagne pour les élections. (Quelque 607 millions de dollars ont été investis dans la seule élection présidentielle de 2000.) La réglementation des campagnes politiques suscite un conflit évident entre deux valeurs essentielles chères aux Américains : la liberté d'expression, garantie par le Premier Amendement à la Constitution des Etats-Unis, et l'égalité des chances pour tous les candidats.

Comme le laissent entendre plusieurs de nos auteurs, le système électoral américain se caractérise depuis des siècles par sa stabilité – ce qui ne l'empêche pas de s'adapter aux nécessités de la modernisation et du changement. Nous espérons qu'à mesure que se déroulera, au cours des prochains mois, la campagne électorale aux Etats-Unis, les lecteurs du monde entier trouveront dans cette brochure un guide utile pour la compréhension à la fois du contexte historique général et des éléments particuliers qui font l'originalité de ces élections de 2004.



LES PARTIS POLITIQUES AUX ETATS-UNIS

PAR JOHN BIBBY



George Washington, fédéraliste (président, 1789-1797)

Ci-dessous : Grande banderole nationale du Parti républicain, datant de 1880, avec les portraits des candidats (heureux) aux élections présidentielles, le général James Garfield et son colistier Chester Arthur.



Lorsque les fondateurs de la république des Etats-Unis rédigeaient la Constitution de 1787, ils n'assignèrent aucun rôle précis aux partis politiques dans la structure de l'Etat. En fait, ils cherchèrent, par le truchement de diverses dispositions constitutionnelles telles que la séparation et l'équilibre des pouvoirs et l'élection indirecte du président par un collège de grands électeurs, à isoler la nouvelle république des partis et factions politiques.

Malgré ces intentions, les Etats-Unis furent, en 1800, le premier pays à créer des partis de dimension nationale et à transférer le pouvoir exécutif d'une formation politique à une autre par des élections.

NAISSANCE ET INFLUENCE DES PARTIS POLITIQUES

La création des partis politiques fut étroitement liée à l'extension du droit de vote, qui cessa d'être limité aux propriétaires terriens au début des années 1800. L'électorat s'étant considérablement développé, il fallut trouver un

moyen de mobiliser les électeurs en masse. Les partis politiques s'organisèrent pour accomplir cette tâche essentielle. Ils sont donc nés dans le cadre de cette révolution démocratique et font partie, depuis les années 1830, du paysage politique américain.

Aujourd'hui, les partis républicain et démocrate dominent la vie politique. Soixante pour cent environ des Américains se considèrent républicains ou démocrates. Ainsi, lors des cinq élections présidentielles qui ont eu lieu entre 1980 et 1996, 75 % des électeurs indépendants à tendance démocrate ou républicaine ont voté pour le candidat du parti correspondant. Et, à l'élection présidentielle de 2000, 79 % des électeurs à tendance républicaine ont voté pour le républicain George W. Bush, et 72 % de ceux à tendance démocrate pour le candidat démocrate Al Gore.

L'influence des partis se manifeste aussi dans les institutions. Les deux grandes formations dominent aujourd'hui la présidence, le Congrès, les postes de gouverneurs et les assemblées législatives des Etats. Tous les présidents qui se sont succédé depuis 1852 ont été soit républicains soit démocrates et, dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, la part du suffrage populaire obtenue par les deux partis a atteint en moyenne 94,8 %.

Au lendemain des élections législatives et locales de 2002, il n'y avait qu'un seul sénateur indépendant sur les 100 membres que compte le Sénat des Etats-Unis et deux députés indépendants sur les 435 de la Chambre des représentants. Au niveau des Etats, les 50 gouverneurs étaient tous soit républicains soit démocrates, et seulement 21 (0,3 %) des quelque 7300 membres des assemblées législatives des Etats ne portaient l'étiquette d'aucun

des deux grands partis. Ce sont donc les deux principales formations qui dominent les affaires publiques, au niveau national comme à l'échelon des Etats.

Même si les partis américains sont généralement moins attachés à une idéologie et à une ligne politique rigoureuse que leurs homologues des autres démocraties, ils n'en jouent pas moins un rôle important, et souvent décisif, dans l'élaboration de la politique nationale. Depuis les élections de 1994, les parlementaires républicains et démocrates manifestent de profondes divergences politiques et l'on constate un degré inhabituel d'unité au sein de chacune des deux formations. Ces divergences entre les deux partis se manifestent dans le contexte des élections législatives qui ont lieu tous les deux ans et peuvent réellement entraîner un changement dans le contrôle qu'exerce l'un ou l'autre parti sur la Chambre des représentants et le Sénat. L'addition des divisions politiques et de l'intense compétition pour le contrôle des deux chambres s'est traduite ces dernières années par une atmosphère survoltée d'affrontements partisans aussi bien au Sénat qu'à la Chambre des représentants. Et dans la période précédant les élections de 2004, les leaders des deux partis au Congrès, ainsi que les candidats à l'investiture démocrate tout autant que les membres du gouvernement Bush, sont en permanence engagés dans des manœuvres pour s'assurer l'avantage.

POURQUOI UN SYSTEME BIPARTITE ?

La compétition entre les deux partis est l'une des caractéristiques les plus saillantes et les plus durables du régime politique américain. Depuis les années 1860, les républicains et

les démocrates dominent la vie électorale. Ce record sans précédent du monopole constant des deux partis reflète autant les aspects structurels du régime politique que les particularités des partis américains.

La règle habituelle pour l'élection des parlementaires, à l'échelon fédéral comme au niveau des Etats, est celle du scrutin majoritaire à un tour. Contrairement au scrutin proportionnel, un seul parti peut gagner dans une circonscription donnée. Cela encourage la formation de deux partis ayant une base populaire suffisamment large pour remporter la majorité relative, tout en condamnant les tiers partis à une défaite quasi perpétuelle, ce qui ne favorise pas leur longévité, sauf s'ils joignent leurs forces à celles d'un grand parti. Cette stratégie est cependant interdite à la plupart des petits partis dans la mesure où la grande majorité des Etats n'autorisent pas le panachage, c'est-à-dire la possibilité pour un candidat d'être investi par plus d'un parti.

Un autre facteur qui renforce le bipartisme est la façon dont le collège électoral choisit le président. Selon ce système, l'électeur américain ne vote pas en fait directement pour l'un des candidats à la présidence, mais, dans chaque Etat, pour une liste de « grands électeurs » qui se sont engagés pour l'un ou l'autre des candidats. Pour accéder à la Maison-Blanche, un candidat doit obtenir la majorité absolue des 538 voix des grands électeurs des cinquante Etats. Cela rend extrêmement difficile pour un tiers parti de remporter la présidence, d'autant plus que la règle du « tout ou rien » s'applique à l'élection des grands électeurs de chaque Etat. Autrement dit, dès lors qu'un candidat obtient la majorité relative, aussi faible

soit-elle, dans un Etat donné, il bénéficie de la *totalité* des voix des grands électeurs de cet Etat. Comme le scrutin uninominal, le collège électoral défavorise les tiers partis, qui ont peu de chances de remporter les suffrages du collège électoral d'un Etat et encore moins un nombre suffisant d'Etats pour élire un président.

Etant donné que républicains et démocrates dominent l'appareil gouvernemental, il n'est pas étonnant qu'ils aient institué d'autres règles électorales qui les favorisent. Vouloir faire figurer le nom d'un nouveau parti sur les bulletins de vote d'un Etat peut se révéler une entreprise difficile et coûteuse. Ainsi, la Caroline du Nord exige une pétition réunissant au minimum les signatures de 58 842 électeurs pour qu'un nouveau parti puisse faire figurer le nom de son candidat à l'élection présidentielle de 2004 sur le bulletin de vote de l'Etat. En outre, la loi sur les campagnes électorales fédérales (*Federal Election Campaign Act*) accorde des avantages spéciaux aux principaux partis, notamment un financement public des campagnes présidentielles beaucoup plus élevé que celui dont bénéficient les petits partis – même ceux qui ont franchi le seuil qualificatif de 5% des suffrages à l'élection précédente.

Le mode de nomination des candidats propre aux Etats-Unis constitue un obstacle structurel supplémentaire pour les tiers partis. La démocratie américaine est la seule au monde à recourir à des élections primaires pour désigner les candidats des partis aux fonctions électives dans les Etats et au Congrès, ainsi qu'à des primaires au niveau des Etats pour désigner les candidats à l'investiture de chaque parti en vue de l'élection à la présidence. Dans ce système de nomination, les électeurs de base désignent,

lors de la primaire, le candidat de leur parti à l'élection générale. Dans la plupart des pays, les candidats sont désignés par la direction des partis. Aux Etats-Unis, ce sont les électeurs qui décident.

Bien que cette participation de l'électorat au processus de nomination des candidats contribue à créer des partis dont la structure interne est plus faible que celle de leurs homologues dans la plupart des autres démocraties, il n'en demeure pas moins que le système favorise également la domination des partis républicain et démocrate depuis près de cent cinquante ans. En remportant l'investiture d'un parti



John Adams, fédéraliste (1797-1801)

Ci-dessous : Grande banderole nationale du Parti démocrate, datant de 1880, avec les portraits des candidats aux élections présidentielles.



d'éllections primaires, des contestataires peuvent figurer sur les bulletins de vote à l'occasion des scrutins législatifs et donc augmenter leurs chances de victoire aux élections nationales sans former de tiers parti. Ainsi la désignation des candidats par le truchement de primaires tend à canaliser la contestation vers les deux grands partis et dispense les opposants de se lancer dans cette tâche ardue qu'est la création d'un tiers parti. Naturellement, le système des primaires rend aussi les deux grands partis hautement perméables à l'influence, voire à l'infiltration de mouvements « marginaux » et à l'intrusion de candidats que l'on peut qualifier d'outsiders.



Thomas Jefferson, démocrate-républicain (1801-1809)

De haut en bas : Banderole de soutien à la candidature du républicain John Fremont et de son colistier William Drayton en 1856. Couverture de la partition de « Republican Two-Step », morceau composé en l'honneur du candidat William McKinley. Affiche électorale du Parti républicain représentant Ulysses Grant et son colistier Schuyler Colfax, lors de l'élection de 1868. Affiche du Parti républicain représentant Abraham Lincoln et son colistier Hannibal Hamlin, lors de l'élection de 1860.

UNE VASTE BASE ET DES POSITIONS CENTRISTES

Les partis américains jouissent d'une large base de soutien dans toutes les classes sociales. A l'exception des électeurs afro-américains – qui ont voté à 90 % pour le candidat démocrate à l'élection présidentielle de 2000 – les partis républicain et démocrate comptent un nombre important de partisans dans pratiquement

tous les groupes socioéconomiques du pays. Bien que les militants syndicaux, par exemple, soient généralement considérés comme démocrates, le Parti républicain peut compter recueillir au moins un tiers des voix de cet électorat (et même 46 % en 1984). Aux élections de 2000, il a voté républicain à 37%. De même, alors que le soutien dont bénéficie le Parti démocrate évolue normalement en fonction inverse du revenu des électeurs, le candidat démocrate à la présidence peut généralement compter sur un important soutien dans les classes aisées. En 2000, par exemple, 43 % des électeurs dont le revenu annuel était supérieur à 100 000 dollars ont voté pour le candidat démocrate Al Gore.

Les partis américains sont connus pour leur niveau relativement faible d'unité interne et l'absence d'une stricte adhésion à une idéologie ou à un programme politiques. Ils ont toujours cherché avant tout à remporter les élections et à maîtriser l'appareil de l'Etat. Etant donné la diversité socioéconomique de leur électorat et la nécessité

d'opérer au sein d'une société fondamentalement centriste, les partis américains adoptent des positions essentiellement modérées. Ils font également preuve d'une grande souplesse politique. Cette absence de dogmatisme permet aux républicains comme aux démocrates de tolérer une grande diversité dans leurs rangs; cela les aide aussi, le cas échéant, à absorber les tiers partis ainsi que les mouvements protestataires.

DES PARTIS DECENTRALISES

Il est difficile d'exagérer le degré de décentralisation qui caractérise les structures des partis politiques aux Etats-Unis. Ainsi, l'histoire montre que le président ne peut partir du principe que les parlementaires du parti au pouvoir soutiendront fidèlement ses programmes; de même, au Congrès, les chefs de file des deux partis ne peuvent attendre des membres de leur camp qu'ils votent toujours selon la ligne de leur formation. Au sein même des partis, les comités pour la réélection des représentants et sénateurs (composés de parlementaires en fonction) agissent indépendamment des comités nationaux républicain et démocrate qui se consacrent à l'élection présidentielle. En outre, si l'on excepte une frange étroite de pouvoirs sur les modalités de sélection des délégués à la convention nationale, les instances nationales des partis interviennent rarement dans les affaires de leurs sections locales.

Ce haut degré de fragmentation est l'une des conséquences de la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire – telle que voulue par la Constitution. Les procédures de nomination aux fonctions correspondantes sont différentes, ainsi que la durée des mandats, et leur indépendance

réciproque est totale. Ce système n'encourage guère l'unité entre les parlementaires et le chef de leur parti. Cela se vérifie à tous les niveaux, qu'il s'agisse des relations entre les membres du Congrès et le président de leur propre formation, ou de celles entre les membres des instances législatives d'un Etat et le gouverneur de cet Etat.

Le fédéralisme, qui a entraîné plusieurs niveaux gouvernementaux – échelon national, échelon de l'Etat, échelon local – accentue encore la décentralisation des partis en créant des millions de circonscriptions différentes – toujours aux échelons de la nation, des Etats et des collectivités locales – chacune avec ses propres fonctions électives. Comme il a déjà été noté, le recours aux élections primaires pour la désignation des candidats contribue aussi à affaiblir l'appareil du parti en lui retirant le contrôle du processus de sélection des candidats. Les candidats sont encouragés à constituer individuellement leur propre comité de campagne et leur assise électorale afin de s'assurer la victoire aux primaires puis aux élections nationales. Même la collecte des fonds destinés à financer leur campagne incombe aux candidats eux-mêmes, le montant des contributions des partis étant souvent strictement limité par la loi, notamment dans le cas des campagnes électorales fédérales.

MEFIANCE DES AMERICAINS A L'EGARD DES PARTIS

Malgré l'abondance des preuves attestant de l'importance attribuée aux partis dans le système politique américain, la méfiance à l'égard des formations politiques est profondément ancrée dans l'esprit des citoyens. L'adoption, au début du XX^e siècle, des primaires directes pour



James Madison, démocrate-républicain (1809-1817)

désigner les candidats lors d'élections fédérales ou locales, et la récente prolifération des primaires présidentielles, qui jouent à présent un rôle décisif dans la nomination des candidats à la présidence, témoignent du sentiment d'hostilité à l'égard des partis qui prévaut dans l'opinion publique. Les Américains n'aiment pas voir les dirigeants des partis exercer une forte influence sur les rouages de l'Etat. Comme le révèlent régulièrement les sondages, un grand nombre d'électeurs estiment que les partis contribuent plus à embrouiller qu'à éclairer le débat public et qu'il vaudrait mieux qu'aucune mention de parti ne figure sur les bulletins de vote.

Non seulement les partis fonctionnent dans un climat généralement hostile, mais ils doivent, en outre, faire face à un nombre considérable d'électeurs qui attachent de moins en moins d'importance à leur identification personnelle à une formation politique. Un indice du recul de l'esprit de parti est la forte incidence du panachage électoral (*ticket-splitting*), qui consiste à voter, aux mêmes élections, pour des candidats de partis différents. Ainsi, en 2000, 20% des électeurs ont voté pour un président et des députés de partis différents. Résultat : 40% des circonscriptions où George W. Bush était majoritaire au scrutin présidentiel ont voté pour des candidats démocrates à la Chambre des représentants.

Conséquence de la relative faiblesse du lien attachant de nombreux Américains aux partis politiques, de l'existence d'une assez large catégorie d'électeurs qui se considèrent comme indépendants et de la tendance manifestée par beaucoup d'entre eux à préférer le panachage, la politique américaine est davan-

tage centrée sur la personne du candidat que sur le parti dont il se réclame. Cela signifie que les partis se partagent couramment les pouvoirs exécutif et législatif, tant dans les instances fédérales qu'à l'échelon des cinquante Etats. En fait, d'une manière générale, et à l'exception de quatre années depuis 1980, la présidence et au moins l'une des deux chambres du Congrès ont été dominées par des partis différents, et cette situation s'étend à vingt-neuf Etats (58%) depuis les élections de 2002.

TIERS PARTIS ET CANDIDATS INDEPENDANTS

Comme l'indique le tableau page 6, les tiers partis et les candidats indépendants font périodiquement leur apparition sur la scène politique américaine, malgré les obstacles cités précédemment. Ils orientent souvent le débat public sur des problèmes de société que les grands partis n'ont pas su aborder. Mais la plupart d'entre eux ne vivent que le temps d'une élection, puis disparaissent ou sont absorbés par l'un des deux grands partis. Depuis les années 1850, une seule formation nouvelle, le Parti républicain, a acquis le statut de grand parti. Dans ce cas, la question inéluctable de l'esclavage divisait le pays et c'est elle qui a été l'élément moteur pour le recrutement des candidats et la mobilisation des électeurs.

Bien que le tableau n'atteste guère la viabilité à long terme des tiers partis, il est clair qu'ils sont susceptibles d'exercer une influence notable sur l'issue des élections. Ainsi, en 1912, la candidature de Theodore Roosevelt en tant que candidat d'un tiers parti a divisé l'électorat républicain et permis au démocrate Woodrow Wilson d'être élu président sans avoir obtenu la majorité du vote populaire.

En 1992, la candidature indépendante de Ross Perot a attiré des électeurs dont la plupart avaient voté républicain dans les années 1980, ce qui a contribué à la défaite du président républicain sortant, George Bush. En 2000, dans la confrontation extrêmement serrée entre le républicain George W. Bush et le démocrate Al Gore, il n'est pas impossible que si le candidat des Verts, Ralph Nader, n'avait pas figuré sur le bulletin de vote en Floride, Gore l'aurait emporté dans cet Etat et obtenu ainsi la majorité au collège des grands électeurs, ce qui lui aurait ouvert les portes de la Maison-Blanche.

Depuis le début des années 1990, les sondages d'opinion ont régulièrement reflété un important mouvement en faveur d'un tiers parti. Un sondage Gallup réalisé avant le début de la campagne de 2000 a montré que 67% des Américains souhaitaient la présence d'un tiers parti solide qui présenterait des candidats à la présidence, au Congrès et aux fonctions électives dans les Etats, face aux candidats républicains et démocrates. Ce sont des sentiments de cette nature, ajoutés aux sommes considérables qu'il avait consacrées à sa campagne, qui ont permis au milliardaire texan Ross Perot d'obtenir 19% du vote populaire lors de l'élection présidentielle de 1992, soit le pourcentage le plus élevé obtenu par un candidat n'appartenant pas à l'un des grands partis depuis le score de 27% remporté en 1912 par le candidat du Parti progressiste Theodore Roosevelt.

Malgré les manifestations de soutien à un tiers parti, des



James Monroe, démocrate-républicain (1817-1825)

De haut en bas : Banderole de 1868 en faveur des candidats démocrates à la présidence et à la vice-présidence Horatio Seymour et Frank Blair. Affiche électorale en faveur des candidats démocrates, le général George McClellan et son colistier George



Pendleton, vers 1864. Affiche de soutien aux candidats démocrates à la présidence et à la vice-présidence, Samuel Tilden et Thomas Hendricks, en 1876.

LE COLLEGE DES GRANDS ELECTEURS

Lorsqu'ils se rendent aux urnes pour élire leur président, beaucoup d'Américains pensent participer à un scrutin direct. Ce n'est pas le cas du fait de l'existence du collège électoral, relique constitutionnelle du XVIII^e siècle.

Le collège des grands électeurs est le nom donné aux « électeurs » nommés par les partis au niveau des Etats. Le jour du scrutin, ces électeurs, tenus de voter pour un candidat précis, sont eux-mêmes soumis au suffrage populaire. En décembre, après l'élection présidentielle, ils se réunissent dans la capitale de leur Etat et votent pour le président et le vice-président. Pour être élu, un président doit recueillir 270 voix de grands électeurs.

Il peut arriver, lorsque la compétition est particulièrement serrée ou que l'élection implique plus de deux partis, que le collège des grands électeurs n'accorde pas les 270 voix nécessaires à l'un des candidats. Dans ce cas, c'est à la Chambre des représentants qu'il revient de choisir le futur président.

C'est en vertu de l'Article II, section I, de la Constitution des Etats-Unis que le collège électoral a été établi. Objet d'une certaine controverse depuis quelques années, il est néanmoins considéré comme un élément stabilisateur du mécanisme électoral.

SON FONCTIONNEMENT AUJOURD'HUI

★ Le premier mardi qui suit le premier lundi de novembre au cours de l'année des élections présidentielles, les électeurs inscrits votent pour les candidats de leur choix à la présidence et à la vice-présidence dans les cinquante Etats et le district de Columbia.

★ Le candidat qui remporte la majorité des suffrages populaires dans un Etat recueille généralement la totalité des voix dont bénéficie cet Etat au sein du collège électoral.


★ Le nombre de grands électeurs de chaque Etat correspond en fait au nombre de sénateurs et de représentants dont dispose cet Etat au Congrès. Le district de Columbia, qui n'a pas de représentants au Congrès bénéficiant du droit de vote, a trois grands électeurs.

★ Les grands électeurs se réunissent pour élire officiellement le président et le vice-président le premier lundi qui suit le deuxième mercredi de décembre au cours de l'année des élections présidentielles. Pour être élu, un candidat doit obtenir la majorité absolue, soit 270 voix sur 538.

★ Si aucun candidat à la présidence n'obtient la majorité absolue au collège électoral, la Chambre des représentants désigne le vainqueur parmi les trois candidats arrivés en tête. Les représentants votent alors par Etat, chaque Etat ne disposant que d'une seule voix.

★ Si aucun candidat à la vice-présidence n'obtient la majorité au sein du collège, le Sénat désigne alors le vainqueur parmi les deux candidats ayant obtenu le plus de suffrages.

Le président et le vice-président prêtent serment et prennent leurs fonctions le 20 janvier de l'année suivant l'élection.



LES TIERS PARTIS DANS LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES

TIERS PARTI	ANNEE	% DU VOTE POPULAIRE	VOIX DU COLLEGE ELECTORAL	SORTI DU PARTI AUX ELECTIONS SUIVANTES
Antimaçonnique	1832	7,8	7	Appuie le candidat whig
Pour la libre distribution des terres	1848	10,1	0	Obtient 5% des voix qui vont aux républicains
Whig	1856	21,5	8	Parti dissous
Démocrate sudiste	1860	18,1	72	Parti dissous
Union constitutionnelle	1860	12,6	39	Parti dissous
Populiste	1892	8,5	22	Soutient le candidat démocrate
Progressiste (Theodore Roosevelt)	1912	27,5	88	Regagne le Parti républicain
Socialiste	1912	6	0	Obtient 3,2% des voix
Progressiste (La Follette)	1924	16,6	13	Regagne le Parti républicain
Démocrate pour les Droits des Etats	1948	2,4	39	Parti dissous
Progressiste (H. Wallace)	1948	2,4	0	Obtient 1,4% des voix
Indépendant américain (G. Wallace)	1968	13,5	46	Obtient 1,4% des voix
John Anderson	1980	7,1	0	Ne se présente pas en 1984
Ross Perot	1992	18,9	0	Forme le Reform Party et se représente en 1996
Reform Party (Ross Perot)	1996	8,4	0	Avec Pat Buchanan comme candidat, le parti obtient 0,5% des voix
Verts (R. Nader)	2000	2,7	0	

obstacles énormes s'opposent à son accession à la présidence et même à l'élection d'un nombre substantiel de représentants ou de sénateurs issus de ses rangs. En dehors de ceux déjà signalés, l'un des plus importants est la crainte des électeurs de « gaspiller » leurs voix en votant pour le candidat d'un tiers parti. On a vu des électeurs opter pour un vote « utile » en ap-

portant leur suffrage à un autre candidat quand ils sentaient que celui, issu d'un tiers parti, qui avait leur préférence n'avait aucune chance de l'emporter. Ainsi, lors d'un sondage réalisé avant l'élection de 2000, 15 % des électeurs se disaient prêts à voter pour Ralph Nader plutôt que pour George W. Bush ou Al Gore; mais Nader n'a recueilli finalement que 2,7 % des suffrages

populaires. De même, en 1992, 21 % des électeurs qui, au départ, privilégiaient Ross Perot se sont finalement ravisés et ont apporté leurs voix aux autres candidats.

Le vote pour des candidats de tiers partis relève aussi de ce qu'il est convenu d'appeler le « vote de protestation ». Des sondages Gallup ont, par exemple, révélé qu'en 1992 5 % des personnes qui disaient avoir l'intention de voter pour Ross Perot précisaient qu'elles ne le feraient pas si elles venaient à penser qu'il avait quelque chance de l'emporter.

Dans l'hypothèse où il serait élu, le candidat indépendant ou d'un tiers parti se heurterait d'ailleurs à un énorme problème au lendemain de son élection: la gestion de l'action gouvernementale – la constitution d'un gouvernement et le travail avec un Congrès dominé par des républicains et des démocrates peu enclins à coopérer avec un président n'appartenant pas à l'un des deux grands partis politiques. ■

Professeur émérite de sciences politiques à l'université du Wisconsin à Milwaukee, John Bibby a présidé la subdivision des partis politiques à l'American Political Science Association. Il fait autorité en ce qui concerne la politique et le gouvernement des Etats-Unis; il est l'auteur d'un ouvrage intitulé Politics, Parties, and Elections in America.

NOMBRE DE GRANDS ELECTEURS PAR ETAT

Alabama : 9	Indiana : 11	Nouveau-Mexique : 5
Alaska : 3	Iowa : 7	Ohio : 20
Arizona : 10	Kansas : 6	Oklahoma : 7
Arkansas : 6	Kentucky : 8	Oregon : 7
Californie : 55	Louisiane : 9	Pennsylvanie : 21
Caroline du Nord : 15	Maine : 4	Rhode Island : 4
Caroline du Sud : 8	Maryland : 10	Tennessee : 11
Colorado : 9	Massachusetts : 12	Texas : 34
Connecticut : 7	Michigan : 7	Utah : 5
Dakota du Nord : 3	Minnesota : 0	Vermont : 3
Dakota du Sud : 3	Mississippi : 6	Virginie : 13
Delaware : 3	Missouri : 11	Virginie-Occidentale : 5
District de Columbia : 3	Montana : 3	Washington : 11
Floride : 27	Nebraska : 5	Wisconsin : 10
Georgie : 13	Nevada : 5	Wyoming : 3
Hawaii : 4	New Hampshire : 4	
Idaho : 4	New Jersey : 5	
Illinois : 21	New York : 31	
		Total : 538

LE CHOIX D'UN CANDIDAT A LA PRESIDENCE ET LA DEMOCRATIE AMERICAINE

PAR STEPHEN WAYNE

La méthode utilisée pour désigner les candidats à la présidence des Etats-Unis paraît complexe, voire confuse, et elle l'est en effet. Depuis que les partis républicain et démocrate ont entrepris, dans les années 1970, de réformer les règles qui régissent la sélection des candidats à la présidence et à la vice-présidence, le système n'a cessé de fluctuer. Les candidats qui sortent le mieux leur épingle du jeu sont ceux qui en comprennent toutes les complexités et savent manœuvrer le plus subtilement. Mais, après tout, cette capacité d'apprendre le jeu et de le pratiquer avec âpreté et talent n'est-elle pas la marque des esprits politiques imaginatifs ?

LES PARTIS ET L'INVESTITURE DES CANDIDATS : RAPPEL HISTORIQUE

A la différence du système du collège électoral utilisé pour élire le président, les procédures de désignation des candidats à la présidence ne sont pas inscrites dans la Constitution. A l'époque où celle-ci fut rédigée et ratifiée, à la fin du XVIII^e siècle, les partis politiques n'existaient pas. Ils ne sont apparus qu'après que le gouvernement eut commencé à fonctionner, en réaction à la politique menée par le premier président des Etats-Unis, George Washington.

En 1796, les membres du Congrès qui s'identifiaient à l'un des partis politiques de l'époque

se réunirent pour la première fois pour désigner d'un commun accord les candidats de leur parti à la présidence et à la vice-présidence. Connus sous le nom de *King Caucus* (caucus royal), ce système de sélection subsista pendant près de trente ans. Il se désintégra en 1824, victime de la décentralisation du pouvoir au sein des partis, elle-même liée à l'expansion continue vers l'ouest des Etats-Unis.

Des conventions nationales remplacèrent alors le *King Caucus* pour désigner les candidats. En 1831, une formation mineure, le Parti antimaçonnique, se réunit

dont les chefs indélogeables des partis imposaient les candidats apportèrent leur soutien à l'introduction de réformes permettant aux militants des partis au niveau des Etats de choisir les délégués à la convention au cours d'élections « primaires » organisées avant l'élection générale. En 1916, plus de la moitié des Etats de l'Union organisaient des primaires.

Pourtant, le mouvement visant à encourager un plus grand nombre de militants à participer à la sélection du candidat de leur parti à la présidence fut de courte durée. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les di-



dans un bar de Baltimore, dans le Maryland, pour choisir ses candidats et définir sa « plate-forme » électorale – terme désignant l'annonce des principes et de la politique suivie par un parti ou un candidat. Depuis lors, les grands partis et la plupart des petites formations tiennent des conventions nationales, auxquelles assistent les délégués des différents Etats, pour désigner leurs candidats à la présidence et à la vice-présidence et se mettre d'accord sur un programme politique.

Tout au long du XIX^e siècle et jusqu'au XX^e siècle, les conventions furent dominées par les dirigeants des partis à l'échelon de chaque Etat, qui choisissaient les délégués et s'assuraient qu'ils votent « correctement ». Ceux qui ne supportaient pas la manière

dirigeants des partis, convaincus que les primaires mettaient en péril leur propre influence, persuadèrent les assemblées des Etats de les supprimer, au prétexte qu'elles étaient coûteuses et qu'un nombre relativement limité de citoyens y participaient. Certains candidats potentiels avaient par ailleurs refusé de s'y présenter dans la mesure où, bénéficiant d'ores et déjà du soutien des dirigeants de leur parti, ils ne voulaient pas risquer de perdre cet avantage dans un vote populaire. En 1936, seuls une dizaine d'Etats organisaient encore des primaires.

Les pressions pour la démocratisation du système reprirent de la vigueur au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, favorisées par le développement des technologies de la communi-



John Quincy Adams, démocrate-républicain (1825-1829)

Ci-contre : Les démocrates agitent des drapeaux lors de la convention nationale démocrate en l'an 2000 à Los Angeles.



Andrew Jackson, démocrate (1829-1837)

CAUCUS DE L'IOWA: FONCTIONNEMENT

1. Des caucus sont organisés dans plus de 2000 circonscriptions de l'Etat; ils désignent plus de 1 500 délégués aux 99 conventions de comtés.
2. Des conventions se tiennent dans les comtés afin de désigner les 3 000 délégués qui participeront aux cinq conventions organisées au

caucus. Grâce à la télévision, les gens pouvaient désormais suivre en direct le déroulement de la campagne. Dwight Eisenhower, John Kennedy et Richard Nixon participèrent tous les trois à de nombreuses primaires, afin de prouver à leur parti qu'un général, un catholique et un candidat qui avait précédemment essuyé une défaite pouvaient l'emporter dans des élections nationales. Et ils y sont parvenus.

En outre, la guerre du Vietnam, qui commença au milieu des années 1960 et

phrey comme candidat à la présidence, la convention démocrate, soucieuse de réunifier le parti divisé, accepta de mettre en place une commission chargée de réexaminer le processus d'investiture des candidats. L'objectif était double: d'une part, encourager une plus grande participation des militants dans la désignation des candidats et, d'autre part, assurer une représentation plus équitable du parti à la convention. Les réformes ainsi adoptées par le Parti démocrate amorcèrent le processus de démocratisation

La seule autre solution consiste à organiser un processus de sélection en plusieurs étapes par le biais de caucus et de conventions. Dans une zone géographique relativement étroite, telle qu'un bureau de vote local, les membres du parti se réunissent pour choisir des délégués qui s'engagent à soutenir des candidats précis. Ces délégués, à leur tour, représentent leur circonscription à la convention du comté, laquelle choisit des délégués pour assister à la convention de l'Etat, où sont désignés les délégués qui représenteront ce dernier à la convention nationale du parti. Bien que ce processus s'étale sur plusieurs mois, c'est la première étape qui est la plus déterminante pour le choix des candidats.

L'importance de la délégation d'un Etat à la convention nationale est calculée selon une formule établie par le parti lui-même, qui tient compte de données telles que la population de l'Etat, le soutien qu'il a apporté par le passé aux candidats nationaux du parti, et le nombre de fonctionnaires élus et de dirigeants du parti occupant des postes officiels. La formule de répartition en vigueur chez les démocrates aboutit à la tenue de conventions nationales réunissant près de deux fois plus de délégués que celles des républicains.

La Constitution américaine confère aux Etats le droit d'établir leur propre législation électorale, sous réserve qu'elle respecte toutes règles et conditions éventuellement fixées par le Congrès. S'ils sont libres de choisir les dates pour la tenue des primaires et caucus, les Etats sont néanmoins invités à se conformer aux règles édictées par les partis; la Cour suprême a en effet statué que ces derniers avaient le droit d'imposer leurs propres règles pour la participation à leurs conventions nationales. Il s'ensuit qu'un Etat

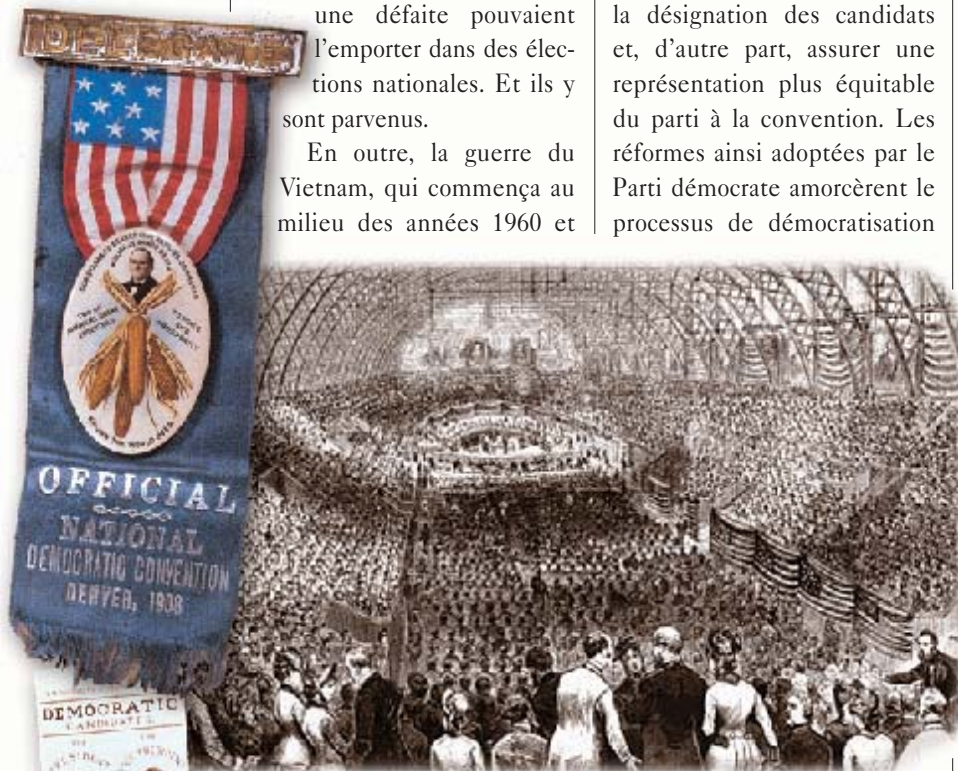
se prolongea dans les années 1970, suscita au sein du Parti démocrate des divisions qui, à leur tour, engendrèrent des pressions en faveur d'une réforme électorale. Le catalyseur fut la convention démocrate de 1968. Un mouvement hostile à la guerre, qui déchirait le parti, organisa de violentes manifestations dans les rues de Chicago, où se tenait précisément la convention. Malgré le climat agité dans lequel se déroula la réunion, le parti désigna comme candidat à la présidence le vice-président Hubert Humphrey, lequel s'était refusé à participer à toute primaire et était, de ce fait, devenu l'une des cibles du mouvement pacifiste.

Après la désignation d'Hum-

du système par lequel les deux grands partis désignent leurs candidats.

PRIMAIRES ET CAUCUS AUJOURD'HUI

Les réformes décisives mises en place par le Parti démocrate encouragèrent la majorité des Etats – qui édictent les lois électorales en vigueur sur leur territoire – à organiser des élections primaires. Une primaire est une élection au cours de laquelle les sympathisants d'un parti choisissent leurs candidats à la course à la présidence. Selon les lois de chaque Etat, les électeurs peuvent voter directement pour les candidats ou indirectement pour des délégués qui se sont engagés à soutenir lesdits candidats.



niveau des districts disposant d'un représentant au Congrès.

3. Les conventions organisées dans ces cinq districts élisent les délégués qui participeront à la convention nationale du parti. Les mêmes délégués participent aussi à la convention de l'Etat.
4. La convention de l'Etat élit les délégués à la convention nationale du parti. Les démocrates désignent également les délégués choisis parmi les dirigeants locaux du parti et les détenteurs de mandats électifs.

Ci-dessus: Badge de délégué à la convention nationale démocrate en 1908. Au-dessous: Ruban pour l'élection de 1876 figurant un portrait du candidat (malheureux) Samuel Tilden et de son colistier. Au centre de la page: Gravure de la convention républicaine tenue en 1880.



qui autoriserait la désignation de délégués à la convention nationale d'un parti selon des modalités non conformes aux règles de ce parti risquerait de voir ses délégués exclus ou la taille de sa délégation réduite.

Plus de 80% des délégués qui assistent à la convention nationale de leur parti sont aujourd'hui désignés au cours d'élections primaires ouvertes à tout électeur inscrit comme républicain ou démocrate, ou se proclamant tel.

Le Parti démocrate a imposé une série de règles nationales à l'ensemble de ses sections locales, ce qui n'est pas le cas du Parti

délégués tenus de soutenir des candidats précis est fixé en proportion du nombre de suffrages qu'eux-mêmes ou leurs candidats obtiennent. Enfin, les démocrates exigent la parité hommes-femmes dans les délégations des Etats.

Malgré des différences entre les règles électorales des deux grands partis – les républicains délèguent les pouvoirs à leurs sections locales au niveau des Etats, ce que ne font pas les démocrates – deux grandes tendances prévalent :

■ *De plus en plus d'Etats ont avancé leurs primaires et leurs caucus au tout début du processus électoral afin d'exercer*

– s'est également accrue, tout comme leur besoin de bénéficier du soutien des dirigeants locaux du parti.

Les deux tendances avantagent les candidats de stature nationale – président sortant, gouverneurs des grands Etats, sénateurs et représentants, qui disposent de larges moyens financiers, de l'accès aux médias et d'un meilleur soutien logistique.

Considérons, par exemple, les manœuvres préliminaires à la campagne pour l'investiture du candidat démocrate à l'élection présidentielle de 2004. Au 31 mars 2003, soit plus de dix mois avant le premier caucus ou la première primaire, huit candidats démocrates avaient d'ores et déjà collecté environ 25 millions de dollars et en avaient dépensé 7 millions. Ceux qui, parmi ces huit candidats, détenaient des sièges au Congrès étaient aussi ceux qui avaient collecté les plus fortes sommes, recruté les consultants les plus renommés et commencé à mettre en place les plus puissantes machines de campagne. La brièveté du processus désavantage ceux qui ont besoin de transformer les primaires et les caucus en tremplins vers l'investiture, comme ce fut le cas pour Jimmy Carter en 1976 et John McCain en 2000.

Les changements qui ne cessent de modifier le processus d'investiture affectent tous les candidats. Même les présidents sortants ne peuvent considérer leur investiture aux primaires comme assurée. En 1992, George Bush a essuyé quelques cuisantes défaites face au conservateur Pat Buchanan, éditorialiste de la presse écrite et vedette des talk-shows télévisés. En revanche, Bill Clinton, en 1996, a très tôt récolté des fonds considérables afin de dissuader tout rival potentiel au sein de son parti. Il a

CAUCUS DE L'IOWA : PROCEDURES POUR LES PREMIERS CAUCUS

PARTI DEMOCRATE : Seuls sont admis à participer les membres inscrits au parti, domiciliés dans la circonscription et bénéficiant du droit de vote. Il est demandé à chaque participant de s'affilier à un groupe ayant marqué sa préférence pour un candidat précis. Pour être reconnu, un groupe doit réunir au moins 15% des participants. Les groupes ne satisfaisant pas à cette condition sont dissous et leurs membres peuvent rejoindre l'un des groupes reconnus. Des pressions intenses s'exercent au cours de cette phase de la réunion. Chaque candidat se voit allouer un nombre de délégués uniquement en fonction de l'importance relative de son groupe au sein du caucus.

PARTI REPUBLICAIN : Les participants, qui doivent disposer du droit de vote mais ne sont pas tenus d'être inscrits au parti, font connaître leur préférence présidentielle par vote secret. Le décompte final des bulletins de vote s'effectue au niveau de l'Etat. Les délégués à la convention du comté sont désignés selon toute méthode retenue par le caucus : élection directe (selon la règle du scrutin majoritaire à un tour – *winner-take-all*) ou à la proportionnelle par le biais d'un vote blanc.

Au centre : Neuf candidats démocrates à la présidence lors de leur premier débat, le 3 mai 2003, en Caroline du Sud. De gauche à droite : les membres du Congrès Dennis Kucinich et Richard Gephardt, le pasteur Al Sharpton, le sénateur Joseph Lieberman, l'ancien sénateur Carol Moseley Braun, l'ancien gouverneur Howard Dean et les sénateurs John Edwards, Bob Graham et John Kerry.



Martin Van Buren, démocrate (1837-1841)

républicain. Le premier exige en effet des Etats qu'ils organisent le processus de désignation des délégués entre le premier mardi de février et le deuxième mardi de juin de l'année de l'élection présidentielle. Les petits Etats de l'Iowa et du New Hampshire sont autorisés à voter plus tôt, la tradition voulant qu'ils organisent respectivement le premier caucus et la première élection primaire. Les démocrates exigent également que 75% des délégués d'un Etat soient élus par des districts dont les limites ne dépassent pas celles d'une circonscription parlementaire – et ce dans le souci de renforcer la représentation de minorités éventuellement concentrées dans des localités de cet Etat. De plus, le nombre des

davantage d'influence sur la sélection des candidats à l'investiture, d'inciter les candidats à prendre en compte leurs besoins et leurs intérêts et de bénéficier au maximum des rentrées d'argent provenant de la campagne. C'est ce qu'on appelle le front-loading ou lancement anticipé.

■ *La pratique dite de la « régionalisation », qui conduit plusieurs Etats voisins à organiser primaires et caucus aux mêmes dates afin de donner plus de poids à leur région.*

Ces deux tendances ont contraint les candidats à avancer le lancement de leur campagne afin de s'imposer dans les Etats où la bataille s'engage le plus tôt. Leur dépendance à l'égard des médias – notamment radio et télévision



mis cet argent au service d'une stratégie électorale fondée sur les médias, qu'il a poursuivie du début des caucus et primaires jusqu'à l'élection nationale.

INVESTITURE ET DEMOCRATIE

Les réformes apportées au mode de désignation des candidats à la présidence ont nettement élargi la base de la participation populaire. En 1968, avant que n'interviennent les récentes modifications, 12 millions de personnes seulement participèrent aux primaires, soit 11% environ de la population en âge de voter. En 2000, le chiffre avoisinait 35 millions, soit 15% de

l'électorat. Dans les mois précédant l'élection présidentielle de 2000, plus de 20 millions de personnes participèrent aux matches entre George W. Bush et ses rivaux républicains, et 15 millions à ceux opposant le vice-président Al Gore à son principal concurrent démocrate, l'ancien sénateur Bill Bradley.

La modernisation du processus de désignation des candidats a permis d'accroître non seulement la participation populaire mais aussi la représentation des différents groupes constituant la coalition électorale de chaque parti. Si la représentation au sein

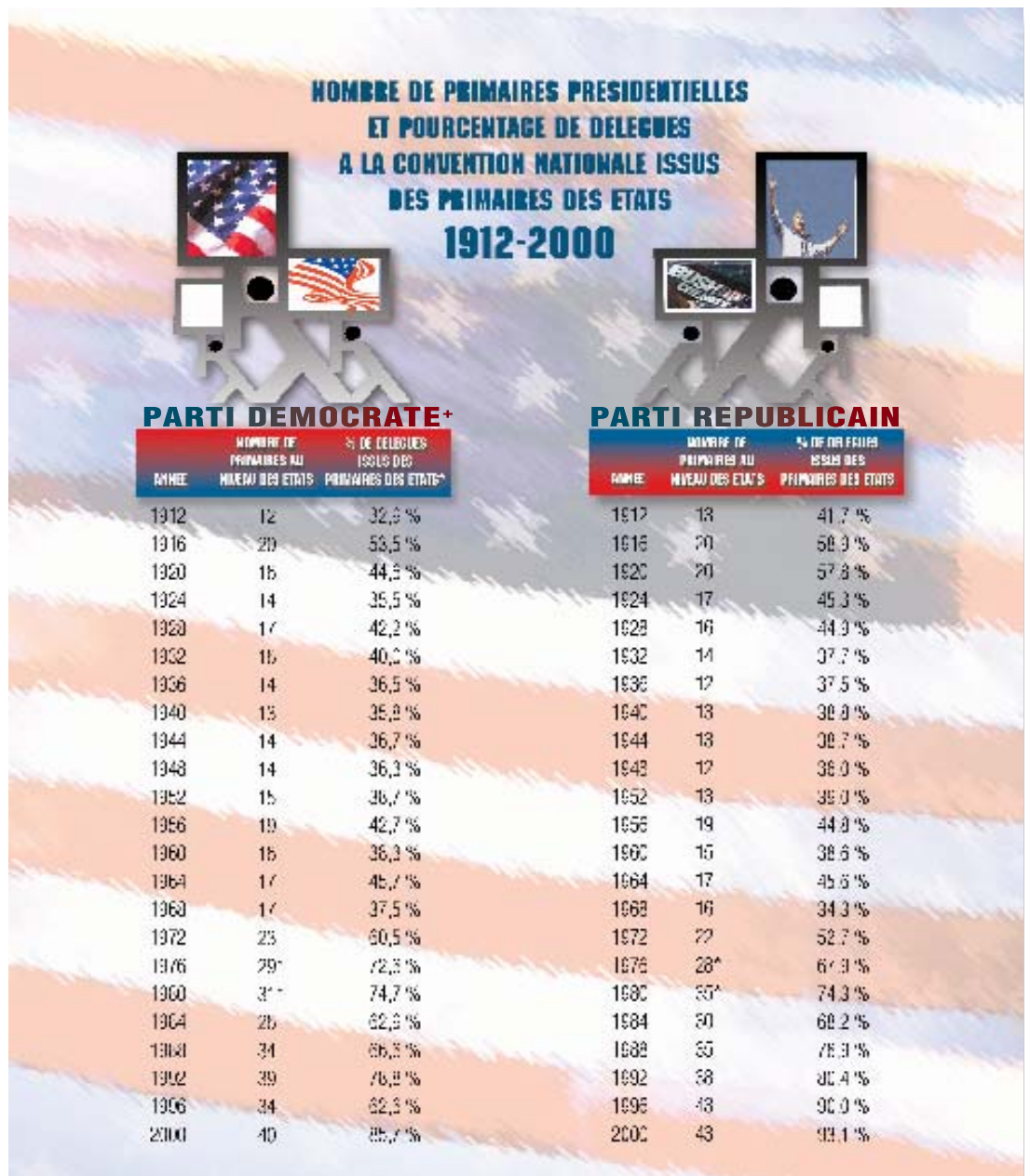
des délégations aux conventions des deux partis s'est élargie sur le plan démographique en termes de race et de sexe, cela n'a pas été le cas sur le plan idéologique. Cela tient au fait que ceux qui participent le plus largement au processus d'investiture sont généralement les militants actifs du parti dont l'engagement idéologique est plus marqué que celui des citoyens qui s'identifient simplement à ce parti.

Les réformes ont également affaibli l'influence des dirigeants des partis au niveau des Etats et incité les candidats à l'investiture à chercher à conquérir une

+ Inclut les dirigeants du parti et les détenteurs de responsabilités électives désignés lors des primaires des Etats.

* Ne comprend pas le Vermont, dont les délégués, tout en étant désignés au cours de caucus et de conventions au niveau de l'Etat, ne sont pas expressément tenus de voter pour un candidat donné.

Sources : Pour 1912-1964, F. Christopher Arterton, « Campaign Organizations Face the Mass Media in the 1976 Presidential Nomination Process » (communication présentée lors de la réunion annuelle de l'American Political Science Association, Washington, 1-4 septembre 1977) ; pour 1968-1976, Austin Ranney, *Participation in American Presidential Nominations, 1976*, Washington, American Enterprise Institute, 1977, tableaux 1 et 6. Les chiffres pour 1980 ont été réunis par Austin Ranney à partir de documents communiqués par le Democratic National Committee et le Republican National Committee. Les chiffres pour les élections après 1980 ont été réunis par l'auteur à partir de données fournies par ces mêmes organismes ainsi que par la Federal Election Commission.



base populaire élargie. D'où un renforcement des liens entre les candidats et leur base militante et, pour le vainqueur, une incitation supplémentaire à tenir ses promesses de campagne. Au cours de la première année de son mandat, George W. Bush a fait porter tous ses efforts sur la réalisation de ses principaux engagements de campagne : allègement de la fiscalité, réforme de l'enseignement et amélioration des capacités d'intervention de l'armée, toutes initiatives répondant aux aspirations de sa base conservatrice.

Bien qu'une grande partie des réformes touchant le processus d'investiture ait contribué à la démocratisation du système, un certain nombre d'anomalies demeurent. Les participants aux élections primaires tendent à bénéficier d'un meilleur niveau d'instruction et de revenus plus élevés, et à être plus âgés que la moyenne des électeurs tant démocrates que républicains. En outre, comme toujours, ceux qui soutiennent financièrement les candidats ou les causes qu'ils défendent appartiennent généralement aux catégories socioéconomiques supérieures. Inévitablement, leurs voix se font plus puissamment entendre après la victoire de leur candidat.

Enfin, la quête de l'investiture menée par les candidats suscite l'apparition de factions au sein des partis. Plus la compétition est serrée et plus les fractures sont profondes ; les partis devront les réduire au plus vite s'ils veulent mener une campagne présidentielle efficace au profit du candidat investi.

L'IMPACT DES CONVENTIONS POLITIQUES

Une autre conséquence des changements intervenus dans le système de désignation des candidats est la diminution de l'importance prêtée à la convention nationale

du parti. Le choix par les électeurs du candidat à la présidence s'effectue en effet aujourd'hui assez tôt dans le processus d'investiture. Le candidat investi, à son tour, fait généralement connaître le nom du candidat qu'il a choisi pour la vice-présidence avant même la réunion de la convention. Le candidat investi contrôle également la rédaction du programme électoral de son parti.

Aussi le nombre de téléspectateurs qui suivent la retransmission des conventions a-t-il nettement diminué au cours de ces dernières années, tout comme le temps que leur consacrent les principales

conventions ont réellement contribué à informer les électeurs, à renforcer le soutien des citoyens pour les candidats de leur parti et à focaliser l'attention du pays sur l'élection nationale à venir.

Le système d'investiture des candidats à la présidence n'est certes pas parfait, mais il a, au cours des dernières décennies, permis d'accroître la participation, d'améliorer la représentation démographique et de renforcer le lien entre les sympathisants d'un parti et leurs candidats. Tel qu'il fonctionne, le système avantage les

William Henry Harrison, whig (1841)



chaînes de télévision aux heures de grande écoute. Les sondages effectués durant l'été 2000, au moment où les deux partis tenaient leurs conventions nationales, ont montré que la moitié environ des téléspectateurs ne regardaient ni l'une ni l'autre.

Si leur spectacle attire moins le public, les conventions continuent de bénéficier de l'attention des informations télévisées et de la presse écrite. Les mêmes sondages de l'été 2000 ont montré un accroissement de la sensibilisation du public pendant et après les conventions, ainsi que sa meilleure connaissance des candidats et de leurs programmes. Les

Au centre : Gravure ancienne représentant la convention nationale démocrate réunie à Baltimore. A droite : Médaille à l'effigie de Wendell Willkie, candidat à la présidence en 1940. Ruban en faveur de la candidature Lincoln/Hamlin qualifiant Lincoln de « honest old Abe » lors de l'élection de 1860.

candidats qui bénéficient de la plus grande notoriété, peuvent collecter le plus de fonds, utilisent les dispositifs de campagne les plus efficaces et suscitent le plus d'enthousiasme chez les électeurs dès le début des primaires.



John Tyler, whig (1841-1845)

Stephen Wayne est professeur de droit public à l'université Georgetown, à Washington. Il est l'auteur de *The Road to the White House 2004* (Thomson/Wadsworth, 2004).

ELECTIONS AMERICAINES: PROCEDURES

PAR MICHAEL TRAUGOTT

En général, les citoyens des Etats-Unis ont la possibilité de participer à un plus grand nombre d'élections que leurs homologues des autres démocraties. Certains Américains peuvent être appelés à voter cinq ou six fois par an, chaque bulletin de vote comportant des listes de candidats pour diverses fonctions à différents niveaux de responsabilité. En vertu du système fédéral, dans



décisions touchant à la vie publique sont prises par référendum. Certains politologues ont vu dans la fréquence de ces consultations l'une des explications de la baisse de la participation électorale au

place le personnel qui veillera au bon déroulement des opérations le jour du scrutin, et enfin établir le décompte des votes et authentifier les résultats.

Traditionnellement, les résultats des scrutins ne donnent guère lieu à litige. La plupart des postes à pourvoir sont à caractère local, et le découpage des circonscriptions est souvent assuré par le parti au pouvoir qui, se fondant sur les précédents his-



En haut : Des électeurs votent lors du scrutin de mi-mandat, le 5 novembre 2002 à Halifax, dans le Massachusetts. Ci-dessus : Des électeurs se préparent à utiliser de nouvelles machines à voter électroniques le 4 novembre 2002 à Miami, en Floride.

lequel le gouvernement national et ceux des Etats ont des pouvoirs distincts, le rendez-vous électoral est en fait l'occasion de participer simultanément à des scrutins au niveau de l'Etat et au niveau local, chacun obéissant à des procédures administratives distinctes.

Dans le système politique américain, de nombreuses fonctions sont électives. En outre, nombre de décisions concernant le financement du système éducatif et autres services et équipements à la charge des collectivités locales et des Etats – tels les espaces verts et les routes – sont soumises au vote des électeurs. Et de plus en plus de

cours des cinquante dernières années. Les Américains choisissent également la plupart des candidats des partis aux élections primaires.

LE PROCESSUS ELECTORAL

Compte tenu du caractère local des élections américaines, ce sont des milliers de fonctionnaires auxquels incombent l'organisation et la conduite des scrutins. Leur tâche est importante et complexe: fixer la date des scrutins, vérifier l'éligibilité des candidats, inscrire les électeurs et établir les listes électorales, choisir le système d'enregistrement des votes, concevoir les bulletins de vote, mettre en

toriques, prend un minimum de risques. Mais il y a eu récemment des exceptions retentissantes. Le résultat de l'élection présidentielle de 2000 – l'interminable contestation pour déterminer le vainqueur dans le scrutin présidentiel le plus serré de l'histoire des Etats-Unis – a pour la première fois confronté les Américains à nombre de ces problèmes d'ordre administratif.

Le processus électoral comporte deux étapes. Il n'existe pas de liste nationale des électeurs potentiels, de sorte qu'un citoyen doit tout d'abord se faire inscrire. Il le fera en fonction de son lieu d'habitation. On s'est appliqué au cours de ces dernières



James Polk, démocrate (1845-1849)

années à faciliter les modalités d'inscription. Une loi nationale votée en 1993 (*Motor Voter Law*) permet notamment au citoyen de s'inscrire sur les listes électorales en même temps qu'il renouvelle son permis de conduire.

L'une des plus importantes missions des fonctionnaires chargés des élections est de s'assurer que tout citoyen bénéficiant du droit de vote est bien inscrit sur les listes, mais qu'aucune personne non habilitée n'y figure.

LE RÔLE DES ADMINISTRATEURS ELECTORAUX

Aux Etats-Unis, l'élection est un exercice administratif, dont le but est de connaître les choix des citoyens habilités à s'exprimer, de manière précise et en temps voulu. C'est dire que la tâche des administrateurs électoraux est considérable. Ils ont pour responsabilité d'inscrire les citoyens en âge de voter sur les listes électorales. Ils doivent mettre en forme le bulletin de vote pour chaque élection, en s'assurant que les noms de tous les candidats y figurent et que toutes les questions soumises aux électeurs sont correctement formulées. Ils doivent en outre s'assurer que le bulletin est aussi simple et clair que possible.

Il n'existe pas de normes nationales ni pour la forme des bulletins de vote ni pour les systèmes permettant de les enregistrer. Les fonctionnaires électoraux doivent le plus souvent établir les bulletins en une multitude de langues et parfois même sous différentes formes. Ils doivent enfin choisir les machines à enregistrer les votes, en s'assurant de leur compatibilité avec les bulletins de vote. En réaction aux problèmes rencontrés en Floride lors de l'élection présidentielle de 2000, le Congrès a voté une loi prévoyant une aide financière aux Etats et

comtés afin de leur permettre de se doter des systèmes d'enregistrement les plus modernes et les plus fiables.

Entre les élections, ces mêmes fonctionnaires sont responsables de l'entretien des machines à voter, tâche le plus souvent confiée à des entreprises privées. Le recrutement et la formation d'un abondant personnel temporaire qui assurera le jour du scrutin le bon déroulement de l'élection demeure l'une des missions les plus délicates des fonctionnaires électoraux.

Quand intervient une modification des machines à voter ou de la forme des bulletins, le travail technique de mise en place du nouveau matériel ainsi que le recrutement et la formation du personnel capable de le faire fonctionner est parfois si absorbant que le contrôle des listes électorales est confié à des bénévoles des partis politiques.

LA NATURE DU SCRUTIN

La seconde étape du processus électoral est l'accès du public aux urnes. Pour la majorité des électeurs, il s'agit de se rendre à un bureau de vote proche de leur domicile. La taille des bureaux de vote, tout comme le nombre des électeurs qui y sont inscrits, sont très variables.

Les décisions concernant l'équipement des bureaux de vote et la forme des bulletins sont prises au niveau local, car leur financement est assumé par les collectivités. Le type et la qualité de l'équipement se trouvent ainsi liés à la situation socioéconomique et aux

ressources fiscales des collectivités. Sachant que les impôts locaux doivent aussi financer les écoles, la police et les services d'incendie, les espaces verts et les équipements de loisirs, on comprend pourquoi les investissements en matériel électoral ne sont pas toujours considérés comme prioritaires.

Les systèmes d'enregistrement des votes sont fort divers et la technologie évolue constam-

ment. Rares sont aujourd'hui les endroits où le vote s'effectue au moyen d'un bulletin sur lequel l'électeur coche le nom d'un candidat; mais beaucoup de systèmes informatiques utilisent encore des bulletins en papier comportant des cases à noircir, dont la lecture et l'enregistrement se font mécaniquement.

De nombreuses circonscriptions utilisent encore des machines « à manettes » : l'électeur actionne une petite manette pour cocher le nom du candidat ou la réponse à une question. Puis ses choix sont enregistrés en actionnant une grosse manette. Ces machines ont été fabriquées il y a plus de trente ans, et leur entretien est très délicat et onéreux. Elles tendent donc à disparaître.

Un autre système courant est celui de la carte perforée. Le bulletin de vote se présente sous la forme d'une carte sur laquelle l'électeur effectue une perforation face au nom de son candidat; ou encore la carte est insérée dans un support où se superpose à elle l'image du



En haut à gauche : Premier électeur à voter, un représentant de la municipalité de Dixville Notch, dans le New Hampshire, inaugure symboliquement le scrutin présidentiel de l'an 2000. Ci-dessus de haut en bas : Une femme à bicyclette remet son bulletin de vote dans un point de collecte officiel à Portland (Oregon) lors de l'élection de 2000. Dans le Nord-Est, une femme qui porte sa fille attend de voter. Des retraités votent dans une maison de retraite de Floride.



Zachary Taylor, whig (1849-1850)



Millard Fillmore,
whig
(1850-1853)

bulletin dûment coché; les perforations correspondantes se font alors automatiquement. C'est ce système qui est à l'origine de la controverse sur le décompte des votes de Floride en 2000. Il est lui aussi en cours d'abandon.

On penche actuellement vers l'adoption de systèmes d'enregistrement électronique direct, fondés sur l'utilisation d'écrans tactiles semblables à ceux utilisés

s'inscrire en qualité d'électeurs « éloignés en permanence de leur lieu de vote » et de recevoir leur bulletin par la poste.

Une autre nouvelle disposition est le vote « par anticipation » : des machines à voter sont mises en place dans les centres commerciaux et autres lieux publics jusqu'à trois semaines avant le jour du scrutin. Les citoyens peuvent y déposer leur bulletin.

teurs déposent leurs bulletins avant ce que l'on avait autrefois coutume d'appeler « le jour des élections ».

LE DECOMPTE DES VOIX

A mesure qu'augmentera le pourcentage de citoyens votant avant le jour du scrutin, on sera de plus en plus fondé à désigner le mardi suivant le premier lundi de novembre – jour traditionnel

Ci-contre: Un fonctionnaire de l'Etat de Georgie utilise une machine à voter à écran tactile en octobre 2002. Ce système était expérimenté en prévision des élections de novembre. En bas: Un agent électoral vérifie l'inscription sur les listes électorales le 7 novembre 2000 à Dearborn, dans le Michigan.



dans les distributeurs automatiques de billets. Bien que l'on ait beaucoup discuté de l'éventuel recours au vote par ordinateur ou l'Internet les spécialistes de la sécurité travaillent à l'amélioration de ces systèmes qui ne sont pas encore d'un usage courant.

Une innovation importante intervenue ces dernières années a été l'adoption de procédures permettant de mettre les bulletins de vote à la disposition des électeurs avant le jour du scrutin. Il s'agissait au départ de donner la possibilité de voter à des électeurs qui avaient prévu d'être éloignés de leur domicile le jour des élections. Certaines circonscriptions ont progressivement étendu cette facilité, permettant à certains citoyens de

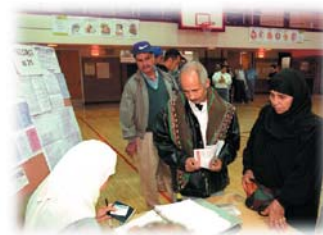
Dans certains Etats, on vote par correspondance. Dans l'Oregon, chaque citoyen reçoit par la poste un bulletin de vote vingt jours avant le scrutin; il peut soit le retourner par la poste, soit le déposer en certains lieux spécifiés. Certaines circonscriptions continuent de recourir au système d'enregistrement électronique direct ou au vote par carte perforée. Sur l'ensemble du territoire des Etats-Unis, plus d'un cinquième des élec-

de l'élection présidentielle aux Etats-Unis – non plus comme étant « le jour de l'élection » mais plutôt le « jour du dépouillement ». Bien que le vote anticipé soit de plus en plus populaire, le dépouillement des bulletins correspondants n'intervient que tard le soir de l'élection, afin que leur résultat ne puisse être connu avant la clôture du scrutin: les indications qu'il donnerait sur la situation respective des candidats risquerait en effet d'affecter la campagne, ainsi que la participation des électeurs.

L'élection présidentielle de l'an 2000 a mis en lumière un certain nombre de problèmes concernant le dépouillement. La Cour suprême, dans son jugement sur l'issue contestée du



Franklin Pierce,
démocrate
(1853-1857)



scrutin, a montré que la difficulté apparue en Floride avait pour origine l'application de critères uniformes à la lecture de bulletins de vote de types différents. Dans certaines circonscriptions, les bulletins des électeurs votant par correspondance sont différents de ceux utilisés par les électeurs qui se présentent au bureau de vote. Il est donc nécessaire de procéder à des modes différents de lecture.

L'élection de 2000 a également révélé que les machines à voter sont semblables à tous les autres systèmes électromécaniques : elles sont incapables de déceler les erreurs inhérentes à leur structure et exigent un entretien régulier pour fonctionner au mieux de leurs capacités. Si une élection est très serrée, les systèmes de totalisation peuvent traduire de légères différences quand on procède à plusieurs décomptes.

Dans une élection nationale où la différence de score entre les deux candidats représente moins de 0,5% du nombre des votants et où cet écart dans un certain Etat – en l'occurrence la Floride – n'est que de 202 voix sur plus de 5,8 millions obtenues par George W. Bush et Al Gore, les procédures de décompte associées aux différents types de bulletins utilisés peuvent donner lieu à controverse. Une grande partie des votes de Floride étaient exprimés au moyen de cartes perforées. Le bon fonctionnement du matériel posait un premier problème, la capacité des électeurs à s'en servir correctement en posait un autre. Dans certaines circonscriptions, la présentation même du bulletin pouvait déconcerter les électeurs, surtout les plus âgés, et l'on peut penser que certains ont, par erreur, voté pour un candidat autre que celui qu'ils avaient choisi.

Le caractère très serré des résultats en Floride, ajouté au fait que ce fut le dernier Etat à pouvoir fournir le décompte final de ses voix, en a fait un terrain privilégié de controverse entre les partisans de Bush et ceux de Gore. Compte tenu du caractère local du système électoral américain et du fait que, dans chaque Etat, le candidat arrivé en tête recueille la totalité des voix des grands électeurs de cet Etat, les deux parties lancèrent des recours en justice devant les tribunaux locaux. Ni l'une ni l'autre des équipes n'a jamais exigé une révision du décompte des suffrages pour l'ensemble de l'Etat. En ultime recours, c'est à la Cour suprême des Etats-Unis qu'il est revenu de se prononcer ; elle a jugé qu'il devait être mis fin au recomptage des suffrages et confirmé la validité du résultat initialement annoncé par le secrétaire d'Etat de la Floride. Les voix des 25 grands électeurs de Floride se sont donc portées sur George W. Bush, lui donnant la majorité au sein du collège électoral et lui ouvrant du même coup les portes de la Maison-Blanche.

LE MOUVEMENT REFORMISTE

L'une des leçons du scrutin de 2000 fut que les problèmes liés à la gestion des élections, à la forme des bulletins de vote et au décompte des suffrages que l'on avait connus en Floride auraient pu survenir avec plus ou moins de gravité n'importe où ailleurs aux Etats-Unis. La nécessité de procéder aux réformes proposées avant les élections 2004 s'est imposée, malgré un certain nombre de considérations dictées par des préoccupations partisans.

En 2002, le 107^e Congrès a voté à cet effet une loi – le *Help America Vote Act (HAVA)* – qui inclut plusieurs éléments importants. En premier lieu, le

gouvernement fédéral a proposé son aide financière aux Etats pour le remplacement de leurs vieilles machines à voter. En second lieu, une commission a été créée, chargée d'apporter son assistance technique aux services électoraux locaux et d'établir des normes pour les différents systèmes d'enregistrement des votes. Cette commission d'assistance proposera des lignes directrices



Ci-contre : Des diplomates américains et des membres de leur famille votent le 17 octobre 2000 au consulat des Etats-Unis à Bombay, en Inde.

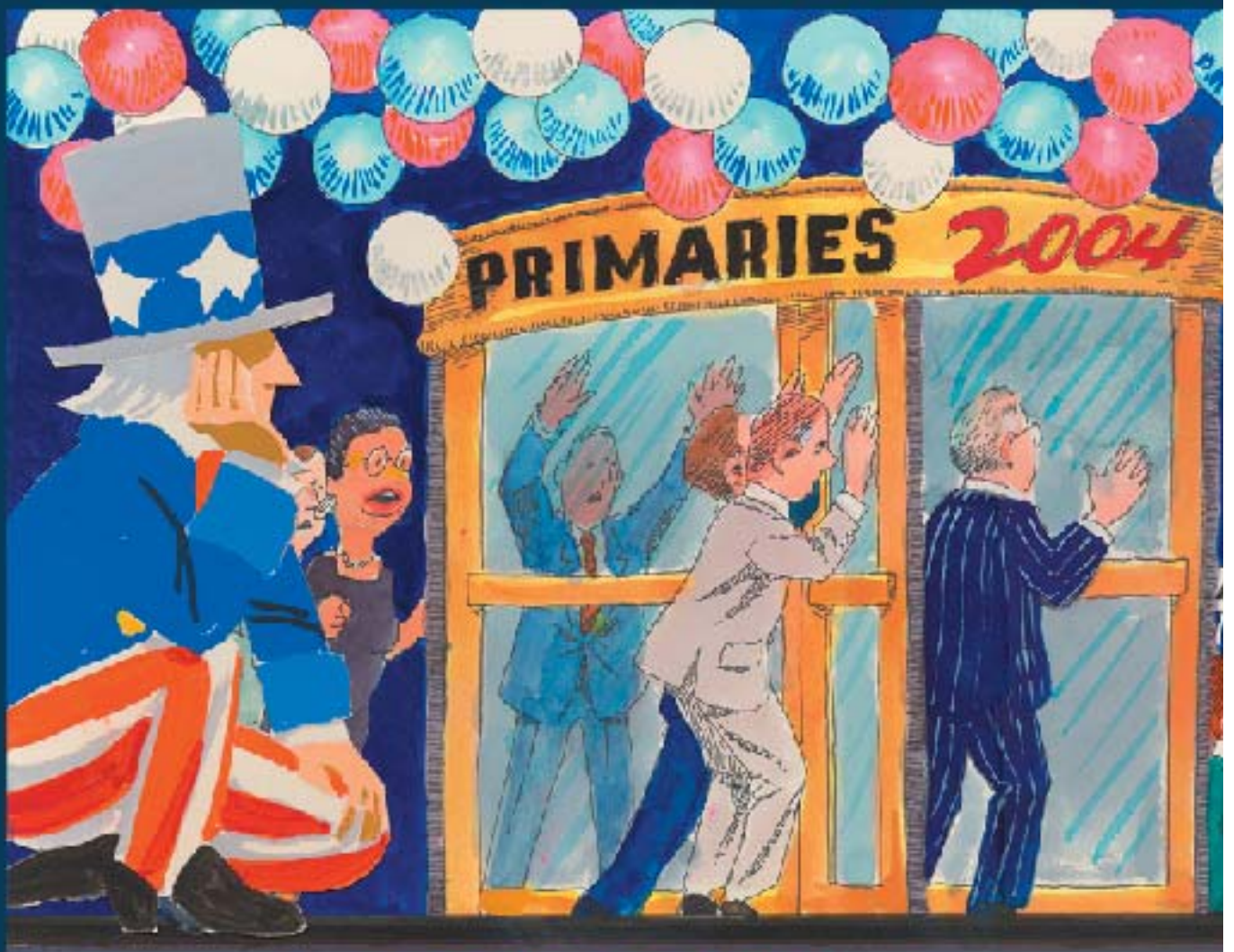
pour les procédures d'enregistrement des votes et pour l'expérimentation et la certification des différents systèmes.

Le HAVA marque une rupture notable avec la réticence passée du gouvernement fédéral à se mêler de ce qui était jusque-là considéré comme relevant de l'administration locale. Mais après le choc de l'élection de 2000, et plus particulièrement la contestation des résultats en Floride, cet élan réformateur a contribué à restaurer la confiance des Américains en leur système électoral. Et le coût en est modique si l'on considère que les élections constituent le fondement de la légitimité d'une vraie démocratie. ■

Michael Traugott enseigne la communication et les sciences politiques à l'université du Michigan. Il est coauteur de The Voter's Guide to Election Polls et de Election Polls, The News Media and Democracy. Ses recherches actuelles portent principalement sur les effets de la réforme des processus électoraux.



James Buchanan, démocrate (1857-1861)



ELECTIONS 2004 TIMELINE

DATES DES CAUCUS, DES ELECTIONS PRIMAIRES ET DES CONVENTIONS NATIONALES

Aux États-Unis, les caucus et les élections primaires constituent une étape essentielle dans la désignation des candidats à la présidence. Ce calendrier dresse la liste des caucus et des primaires actuellement prévus qui conduiront à l'élection nationale de 2004. Les caucus sont indiqués en italique.

Dans ce contexte, un « caucus » désigne généralement le rassemblement, au niveau d'un État, de militants politiques locaux d'un parti pour choisir un candidat à l'investiture de ce parti dans la course à la présidence. L'objectif du système des caucus est d'indiquer, par le biais du choix des délégués, la préférence des membres du parti dans chaque État. Les primaires ont une fonction similaire, mais il s'agit d'élections directes organisées pour désigner le candidat d'un parti politique à une fonction publique donnée. Selon les lois de l'État, les électeurs votent directement pour le candidat à la présidence de leur choix ou pour des délégués qui se sont « engagés » à soutenir ce candidat à la convention nationale du parti.



19 JANVIER

Iowa

27 JANVIER

New Hampshire

3 FEVRIER

Arizona
Caroline du Sud (primaire démocrate)
Delaware
Missouri
Oklahoma
Dakota du Nord
Nouveau-Mexique (caucus démocrate)

7 FEVRIER

Michigan (caucus démocrate)

8 FEVRIER

Maine (caucus démocrate)

10 FEVRIER

Tennessee
Virginie
District de Columbia (caucus républicain)

14 FEVRIER

District de Columbia (caucus démocrate)
Nevada (caucus démocrate)

17 FEVRIER

Wisconsin

24 FEVRIER

Utah (primaire démocrate)
Hawaii
Idaho

2 MARS

Californie
Connecticut
Georgie
Maryland
Massachusetts
New York
Ohio
Rhode Island
Vermont
Washington
Minnesota

9 MARS

Floride
Louisiane
Mississippi
Texas

13 MARS

Kansas (caucus démocrate)

16 MARS

Illinois

20 MARS

Alaska (caucus démocrate)
Wyoming (caucus démocrate)

13 AVRIL

Colorado (caucus démocrate)

27 AVRIL

Pennsylvanie

4 MAI

Caroline du Nord
Indiana

6-8 MAI

Wyoming (caucus républicain)

11 MAI

Nebraska
Virginie-Occidentale

15 MAI

Wyoming (caucus démocrate)

18 MAI

Arkansas
Kentucky
Oregon

25 MAI

Idaho

1^{ER} JUIN

Alabama
Dakota du Sud
Nouveau-Mexique

8 JUIN

Montana
New Jersey

26-29 JUILLET

Convention nationale du Parti démocrate, Boston

30 AOUT-2 SEPTEMBRE

Convention nationale du Parti républicain, New York

OBJECTIF 2004: ENTRETIEN AVEC THOMAS MANN

PAR PAUL MALAMUD



Abraham Lincoln,
républicain
(1861-1865)



Andrew Johnson,
unioniste
(1865-1869)

Question: Quels sont les grands enjeux de l'élection de 2004?

Réponse: Chaque campagne aborde, dans son déroulement, un large éventail de questions; mais deux grands sujets vont très probablement dominer le prochain scrutin. L'un est la santé de l'économie – croissance, emploi, fiscalité. L'autre la sécurité – entendons la sécurité physique des Américains face aux menaces de terrorisme sur le territoire national – et la politique à suivre dans le prolongement de notre engagement militaire en Afghanistan et en Irak.

Q: L'Américain moyen s'intéresse-t-il à la politique étrangère?

R: Cela varie en fonction de la situation internationale. Il y a eu des moments au cours de la guerre froide où les Américains se sont montrés profondément préoccupés par les problèmes de politique extérieure; nul doute que la guerre du Vietnam a constitué pour eux une interrogation majeure. La raison pour laquelle la politique étrangère occupera une place importante dans l'élection de 2004 tient, je pense, aux attentats du 11 septembre 2001. L'opération terroriste contre le World Trade Center et le Pentagone a clairement démontré que notre sécurité n'était pas aussi assurée que nous le pensions, et l'immense majorité de nos concitoyens a réagi très positivement à la position affirmée par le président Bush selon laquelle nous devons mener la guerre contre les terroristes.

Les événements du 11 septembre ont fait prendre conscience aux Américains qu'il existait un lien étroit entre sécurité intérieure et politique étrangère. Nul doute que l'augmentation spectaculaire de la popularité du Président auprès du public américain, le sentiment largement partagé qu'il avait fait preuve d'une véritable stature d'homme d'Etat et d'une grande détermination, découlent de son



action en matière de politique étrangère et non pas des initiatives du gouvernement sur le plan intérieur.

Après le 11 septembre, les sondages d'opinion ont accordé un immense avantage au Parti républicain comme étant celui auquel le public faisait confiance pour assurer la sécurité nationale. Conserver cet avantage est l'une des clés de la réélection du Président, et le lui disputer l'un des objectifs des démocrates dans leur tentative pour revenir à la Maison-Blanche.

Après les victoires décisives, en Afghanistan et en Irak, des coalitions militaires menées par les Etats-Unis, s'est posé le problème beaucoup plus difficile de la reconstruction, offrant aux critiques du gouvernement en place l'occasion de faire de cette question un enjeu de la campagne.

Q: L'élection présidentielle de 2000 a été très serrée entre George W. Bush et Al Gore. En quoi l'étroitesse de ce scrutin influencera-t-elle les tactiques et stratégies pour l'élection de 2004?

R: L'élection présidentielle de 2000 a pris fin avec la décision de la Cour suprême, par 5 voix contre 4, de suspendre le recomptage des bulletins de vote dans l'Etat de Floride. Le point important est que ce résultat a réaffirmé une incontournable réalité: notre nation est divisée de manière presque égale entre républicains et démocrates à tous les niveaux des fonctions électives, et au niveau de l'électorat populaire.

En conséquence, je pense que les stratégies des deux partis tablent sur une élection serrée en 2004. Les deux partis savent combien il sera important d'engager leurs militants dans le combat. D'où un immense effort pour mobiliser les électeurs. Je pense qu'on

va assister à une étonnante modification de l'utilisation des ressources aux dépens de la publicité télévisée – encore qu'elle restera très importante – au profit des efforts pour cibler les électeurs et les convaincre de s'exprimer à travers le vote.

Les deux partis, et les groupes d'intérêt qui leur sont liés, ne vont pas ménager leurs moyens pour convaincre leurs sympathisants de se rendre aux urnes. Peut-être le Parti démocrate se servira-t-il de la rancœur suscitée chez ses militants par le résultat en Floride pour encourager ses sympathisants à se rendre au bureau de vote.

Il faut cependant se rappeler qu'aux élections législatives de 2002, les républicains ont remporté la bataille de la participation, et cela a largement contribué à leur succès.

Q: Comment les partis s'y prennent-ils pour mobiliser les électeurs?

R: Dans les pays où le vote est obligatoire ou bien le taux de participation très élevé, ces questions ne se posent pas de la même façon. Aux Etats-Unis, où un taux de participation de 50% de la population en âge de voter est considéré comme la norme à l'élection présidentielle, les efforts déployés pour inciter les citoyens à voter revêtent une importance considérable.

Cela dit, parmi les facteurs qui influent sur la participation des Américains figure au premier chef l'information. Les électeurs potentiels savent-ils réellement qu'une élection va avoir lieu? Savent-ils qui sont les candidats? Savent-ils ce qui sépare les différents candidats et partis? Deuxièmement, leur sensibilité politique les rapproche-t-elle de l'un des partis? Ont-ils quelque lien avec les différentes forces qui



s'affrontent dans l'élection? Troisièmement, quelqu'un les a-t-il incités à voter. Ont-ils eu des contacts personnels avec des gens qui auraient pu les informer des endroits où étaient situés les bureaux de vote et de leurs horaires d'ouverture. C'est sur ce dernier facteur que portent les plus gros efforts pour accroître la participation électorale.

Cela suppose toute une organisation de prise de contact auprès des sympathisants au niveau local. Cela exige véritablement des efforts extraordinaires.

Q: Naturellement, c'est avec les catégories de citoyens traditionnellement proches du parti que cette mobilisation est la plus payante. Quelles sont ces catégories pour chacun des deux partis?

R: L'analyse démographique menée à bien par le Center for Political Studies de l'université du Michigan (<http://www.umich.edu/~nes/nesguide/nesguide.htm>) révèle certaines différences entre les bases des deux grands partis. Les soutiens les plus solides du Parti démocrate sont les Afro-Américains qui votent démocrate à 9 contre 1. Les Hispaniques ont aussi tendance à voter démocrate, mais dans la proportion de 2 contre 1 ou moins. Les citoyens engagés dans l'action syndicale votent très majoritairement démocrate. Les travailleurs à faible revenu ont plutôt tendance à voter démocrate, bien qu'un certain nombre penchent vers le conservatisme social et qu'une partie non négligeable d'entre eux apporte occasionnellement ses suffrages aux candidats républicains. Ce sont souvent des considérations socioculturelles qui conduisent les électeurs blancs de sexe masculin à soutenir le Parti républicain.

Les divorcés et les familles mo-

noparentales penchent plutôt vers le Parti démocrate et les couples mariés traditionnels vers le Parti républicain. L'appartenance à une église et la pratique religieuse pèsent lourdement dans l'adhésion au camp républicain. Les non-pratiquants sont plus volontiers de sensibilité démocrate.

Les personnes à fort revenu sont de tendance républicaine. Cela est particulièrement vrai dans les professions commerciales: du petit commerçant au dirigeant d'entreprise. Cependant, les membres les plus jeunes des professions libérales – bénéficiant d'un haut niveau d'instruction et dotés de diplômes universitaires – votent de plus en plus largement démocrate.

Il existe enfin des facteurs géographiques. On distingue ainsi les Etats « rouges » et les Etats « bleus », selon une division figurant sur une carte des Etats-Unis dressée par la télévision après la dernière élection présidentielle. Les Etats bleus – vote démocrate – se regroupent sur les côtes est et ouest et dans les Etats du Nord. Les rouges – vote républicain – sont plutôt situés dans le Sud, dans les Etats agricoles, ceux des montagnes Rocheuses et aussi quelques Etats du Middle West.

Le Parti démocrate recrute plutôt ses troupes dans les grandes villes et leurs proches banlieues. Les républicains sont plus solidement implantés dans les banlieues résidentielles éloignées et les zones rurales.

Les démocrates accroissent leur emprise sur les zones où se développent les hautes technologies, les républicains sur certaines régions dont la population tend à décliner – les zones rurales notamment. Les républicains ont enregistré de très bons scores dans le pourtour des

villes du Sud, y compris dans des zones qui connaissent un développement rapide comme la banlieue d'Atlanta, en Georgie.

Bien entendu, ce ne sont là que des tendances générales. Il existe, dans tous les groupes démographiques, une grande diversité d'orientations politiques.

Q: Quels sont les avantages et les handicaps des présidents sortants?

R: En premier lieu, c'est un fait historique que la plupart des présidents sortants ont été réélus. Il y a, bien sûr, des exceptions: plusieurs d'entre eux ont, dans l'histoire récente, connu l'échec. Le premier président Bush, en 1992, et le président Carter, en 1980, n'ont pas été réélus. Ce fut aussi, en 1976, le cas pour Gerald Ford, qui avait accédé à la présidence sans avoir été élu.

Mais, en général, les présidents sortants sont réélus pour un second mandat. Cela tient en partie au fait qu'ils échappent le plus souvent à l'épreuve des primaires qui affaiblirait leur candidature en mettant en lumière leurs points faibles. Le fait que l'actuel président, George W. Bush, n'ait à redouter aucun rival pour l'investiture républicaine lui confère un énorme avantage.

Deuxièmement, le président sortant est en position d'imposer sa loi aux grands ténors de la vie politique en fixant l'agenda gouvernemental et en focalisant l'attention du public sur des questions où il a l'avantage. En adoptant, le cas échéant, des mesures appropriées en politique extérieure ou sur le plan économique, il peut modifier la situation dans un sens qui lui est électoralement favorable. Il lui est également plus facile de recueillir des fonds. Il dispose d'avantages dont il peut faire généreusement bénéficier les militants du parti, ce qui constitue un atout important dans la campagne.



Ulysses Grant, républicain (1869-1877)



Rutherford Hayes, républicain (1877-1881)



Le président en exercice souffre cependant d'un handicap: on lui fera porter la responsabilité des mauvaises comme des bonnes choses survenues au cours de son mandat, que ce soit ou non justifié. Les élections, à bien des égards, sont des référendums dans lesquels les citoyens expriment leur jugement sur le gouvernement en place.

Quand la situation est bonne, c'est un avantage. Quand elle est mauvaise, c'est un handicap.

Q: La base politique qui soutient M. Bush en tant que président est clairement définie. Dans le camp adverse, la plupart des prétendants démocrates ont exercé différentes fonctions officielles: représentant, sénateur, gouverneur d'un Etat, général dans l'armée. En quoi ces positions affectent-elles leurs chances d'accéder à la présidence?

R: Le dernier sénateur à avoir accédé à la Maison-Blanche est John Kennedy en 1960. Depuis lors, on a vu plusieurs sénateurs obtenir l'investiture de leur parti, mais perdre l'élection. Parmi eux, Bob Dole en 1996 et George McGovern en 1972. Il apparaît donc que le Sénat n'est pas le meilleur tremplin pour accéder à la présidence.

La plupart des candidats qui ont gagné la présidentielle occupaient auparavant soit la vice-présidence, soit les fonctions de gouverneur d'un Etat. La vice-présidence est un tremplin naturel pour briguer la présidence, encore qu'un vice-président sortant ne soit pas toujours assuré du succès, comme l'a appris Al Gore en 2000. Le poste de gouverneur se révèle une base de lancement particulièrement efficace, comme on l'a vu tout récemment avec George W. Bush et, avant lui, avec Bill Clinton, Ronald Reagan et Jimmy Carter. La liste est vraiment impressionnante. Si la carrière militaire a

constitué un terreau fertile au XIX^e siècle, seul, à l'époque moderne, Dwight Eisenhower a troqué les responsabilités de chef militaire pour celles de commandant en chef de la nation.

Q: En quoi la législation sur le financement de la campagne va-t-elle peser sur l'issue de la prochaine élection?

R: George W. Bush a été le premier candidat à sortir victorieux de la compétition après avoir refusé d'utiliser les fonds complémentaires (*matching funds*) débloqués par le gouvernement fédéral, auxquels il avait droit pour la course à l'investiture en 2000. Il n'était donc pas, juridiquement, soumis à une limitation de ses dépenses de campagne au cours de cette étape. Il a ainsi pu réunir plus de 100 millions de dollars et dépenser plus que son rival démocrate. Cela lui aurait été interdit s'il avait fait usage des fonds publics complémentaires. Dans la mesure où la loi a doublé le montant maximum de la contribution financière d'un particulier à la campagne d'un candidat, le faisant passer de 1 000 à 2 000 dollars, George W. Bush va encore une fois renoncer à bénéficier du financement public et réunir non moins de 200 millions de dons privés au cours de la campagne d'investiture. En l'absence de tout rival à l'investiture républicaine, l'état-major de campagne de George Bush pourra utiliser ces fonds pour mettre en place toute une organisation destinée à mobiliser les électeurs le jour du scrutin présidentiel. C'est un atout considérable.

Aucun des candidats démocrates à l'investiture n'a démontré sa capacité de lever des fonds aussi importants au cours de l'étape initiale des primaires. S'ils acceptent le financement public complémentaire de leur campagne, ils disposeront de près de 50 millions de dollars, dont la majeure partie servira à financer le début des campagnes des primaires en 2003 et dans les

premiers mois de 2004 au cours desquels ils essaieront d'obtenir l'investiture du parti. Et après, il ne restera pratiquement plus un dollar au candidat investi par la convention nationale.

Lorsque les campagnes des primaires sont terminées et que se réunissent les conventions nationales des partis, les candidats doivent de nouveau dire s'ils acceptent le financement public complémentaire pour l'élection générale. Tout laisse à penser que le président Bush et le candidat démocrate accepteront tous deux le financement public.

Q: L'argent influe-t-il si lourdement sur l'issue de l'élection présidentielle?

R: L'argent pèse d'un poids plus lourd selon les compétitions électorales et les circonstances. C'est le cas pour l'élection à la présidence, au Sénat et au poste de gouverneur d'un Etat, parce que les concurrents doivent dépenser beaucoup pour se faire connaître des électeurs et sortir de l'anonymat.

L'argent joue un rôle important dans le processus d'investiture car la plupart des postulants, étant relativement peu connus, ont besoin de moyens financiers pour assurer leur publicité et celle de leur programme et mettre en place des organisations de campagne. L'argent tient une place moins importante dans la phase nationale de l'élection, dans la mesure où les candidats bénéficient gratuitement de l'attention des médias compte tenu de l'importance des enjeux à ce stade de la compétition. C'est le moment des grands débats télévisés. Les gens établissent un lien étroit entre chacun des candidats et le parti dont il porte les couleurs. Il n'empêche que, dans une élection particulièrement serrée, l'argent peut encore jouer un rôle non négligeable.

Q: En 2004, suffira-t-il au candidat démocrate de critiquer le président



James Garfield,
républicain
(1881)



Chester Arthur,
républicain
(1881-1885)

Bush pour son action à la tête du pays, ou bien devra-t-il, pour gagner l'élection, affirmer des idées nouvelles?

R: Pour l'emporter, les démocrates ont besoin de deux choses. La première, de loin la plus importante, est de trouver la raison pour laquelle les électeurs pourraient refuser à George W. Bush un second mandat.

S'ils veulent avoir une chance de revenir à la Maison-Blanche et de retrouver le contrôle du Congrès, les démocrates devront pouvoir s'appuyer sur une masse d'électeurs exprimant à peu près le sentiment suivant: «J'estime mon bien-être économique moins bien assuré et ma sécurité physique plus menacée par suite du succès ambigu de la guerre contre le terrorisme et de la confusion de la situation en Irak.» C'est là une condition nécessaire, mais sans doute pas suffisante, pour que les démocrates emportent la présidentielle de 2004.

La deuxième condition est, pour le Parti démocrate, de franchir le seuil de crédibilité. Il lui faut un candidat auquel les Américains fassent confiance pour assurer leur sécurité et mener une politique qui ne soit ni saugrenue, ni extrême et qui ne présente pas pour eux plus de risques que d'avantages.

Il faudra donc que les démocrates donnent leur investiture à un candidat qui propose une stratégie plausible en matière de sécurité nationale, de stratégie économique et de politique intérieure. Au cas où ils estimeraient que l'action du président sortant ne justifie pas nécessairement le renouvellement de son mandat, les Américains choisiront plutôt d'aller scruter plus attentivement les démocrates en se posant la question: «Pouvons-nous leur faire confiance?» C'est en cela que réside l'alternative positive dont disposent les démocrates.

Q: Selon un vieux dicton, les can-

didats adoptent lors des primaires des positions plus extrêmes dans le souci de flatter leur base: les démocrates appuyant à gauche, les républicains à droite. Est-ce vraiment le cas et cette tendance va-t-elle influencer le comportement politique au cours de l'année prochaine?

R: Les candidats qui ont remporté la victoire aux récentes présidentielles n'ont pas cédé à cette tendance. En 2000, par exemple, George W. Bush a mis au point une stratégie d'investiture consistant à proposer une politique concrète donnant toute satisfaction à sa base conservatrice tout en usant d'un discours empreint de modération et de compassion qui lui a évité de passer pour un ultraconservateur ou un extrémiste de droite une fois l'investiture acquise.

Bill Clinton a refusé la traditionnelle opposition droite-gauche au sein de son propre parti et essayé de trouver une autre voie qui séduise à la fois la base et les électeurs hésitants. Oui, c'est vrai, les militants tendent au cours des primaires à durcir leur position idéologique, mais les candidats ont toujours la possibilité de mettre au point des formules pour satisfaire les militants sans pour autant compromettre leur position nationale.

Q: Croyez-vous à un accroissement du rôle de l'Internet?

R: On ne peut pas, dans ce contexte, considérer l'Internet comme un moyen de communication de masse, un substitut à la publicité télévisée. Mais, il a pris une place importante dans l'organisation des campagnes. Howard Dean se fonde sur le succès de John McCain en 2000 dans la collecte de fonds substantiels par l'Internet. Dean et d'autres candidats du Parti démocrate utilisent ce moyen pour organiser leur campagne.

Quant aux partisans de George W. Bush, ils ont eux aussi compris l'importance de l'Internet. Ils y recourent activement pour collec-

ter des fonds, mettre en place leurs organisations locales et s'assurer d'un moyen de communication avec les militants républicains.

L'Internet jouera donc un rôle important dans cette élection.

Q: Parallèlement à l'élection présidentielle, il y aura bien sûr des élections à la Chambre des représentants et au Sénat. Comment s'annoncent-elles?

R: Nous ne voyons pour l'instant s'annoncer aucune victoire écrasante pour l'un ou l'autre parti. Ce sera plus vraisemblablement une élection serrée.

Les républicains détiennent la majorité à la Chambre des représentants depuis les élections de 1994. Ils détenaient aussi une étroite majorité au Sénat – qu'ils ont brièvement perdue puis retrouvée aux élections de 2002. Nombre d'analystes estiment que le Parti républicain peut conserver la majorité jusqu'à la fin de la présente décennie.

A cela, de multiples explications. La première tient à la manière dont les républicains ont pu procéder à un redécoupage des circonscriptions électorales à leur profit au niveau des Etats. Dans l'élection à venir, 10% seulement des 435 sièges à pourvoir risquent d'être sérieusement disputés..

Au Sénat, renouvelable par tiers à chaque élection, il y a davantage de sièges détenus par des démocrates à renouveler que de sièges détenus par des républicains. Or ces sièges sont plutôt situés dans les Etats «rouges» (à tendance conservatrice), où George W. Bush est arrivé en tête à la présidentielle de 2000.

Autrement dit, à moins d'un bouleversement à leur profit à l'élection présidentielle, les démocrates ont peu de chances de prendre la majorité au Congrès. ■



Grover Cleveland,
démocrate
(1885-1889) (1893-1897)



LES ELECTIONS LEGISLATIVES

PAR JOHN ALDRICH

A lors que les médias, en 2004, concentreront leur attention sur l'élection présidentielle, les Américains voteront en même temps pour pourvoir des milliers de postes très variés. L'élection des membres du Congrès, notamment, peut être aussi disputée et presque aussi importante que la campagne présidentielle. Actuellement, l'équilibre au sein du Congrès entre les deux grands partis politiques est très précaire : les républicains détiennent une majorité de 12 sièges (sur 435) à la Chambre des représentants et 51 des 100 sièges au Sénat.

L'importance des élections législatives tient aussi au rôle central du Congrès dans l'élaboration de la politique. A la différence d'un régime parlementaire traditionnel, le système politique américain est fondé sur la séparation des pouvoirs entre le Congrès et le président. Toutes les lois sont rédigées et obligatoirement votées par le Congrès. Autre différence avec les systèmes parlementaires classiques, la discipline de vote au sein des partis est moins rigoureusement respectée. Il en résulte que les chefs de file au Congrès ne peuvent pas compter sur un soutien systématique de tous les membres de leur parti mais doivent constituer une coalition gagnante au coup par coup. Ainsi, chaque victoire ou défaite au Congrès revêt une grande importance pour les deux partis.

Le fait que chaque fonction

électorale donne lieu à un scrutin distinct signifie qu'un parti peut contrôler le Congrès tandis que le président appartient au parti opposé. Cette « cohabitation » est devenue très courante. Pendant seize de ces vingt-quatre dernières années, ce sont des partis différents qui ont détenu la présidence et la majorité à la Chambre des représentants. Les républicains détiennent la majorité à la Chambre depuis 1994. Ils l'ont aussi détenue au Sénat de 1994 à 2000, c'est-à-dire durant les six dernières années du gouvernement du président démocrate Bill Clinton.

Les élections de 2000 ont permis aux républicains d'emporter la présidence tout en conservant la majorité à la Chambre. Mais les deux partis détiennent chacun 50 sièges au Sénat. La Constitution donnant au vice-président (le républicain Dick Cheney) une voix subsidiaire au Sénat, les républicains y ont eu, après les élections de 2000, la plus étroite des majorités. Ainsi, ils contrôlaient l'ensemble du gouvernement fédéral.

Mais en juin 2001, le sénateur républicain James Jefford a quitté son parti, redonnant le contrôle du Sénat aux démocrates et ouvrant une nouvelle période de cohabitation. Les démocrates ont à leur tour perdu cette étroite majorité à l'élection de 2002, rendant au Parti républicain un pouvoir sans partage.

COMMENT SONT ELUS LES MEMBRES DU CONGRES

La Chambre des représentants et le Sénat ont des pouvoirs sensiblement égaux, mais leurs modes d'élection sont très différents. Les fondateurs de la république américaine voulaient que les membres de la Chambre soient proches du peuple. Ils dotèrent donc la Chambre d'un nombre relativement important de membres, renouvelés tous les deux ans

par voie électorale. A l'origine, certains estimaient qu'un mandat de deux ans était trop long. Aujourd'hui, on a plutôt tendance à considérer qu'avec des élections trop fréquentes, les parlementaires pensent constamment à leur réélection.

Chaque membre de la Chambre représente une circonscription ; il y est élu au scrutin uninominal à un tour, selon la règle de la majorité relative. Chacun des 50 Etats est assuré de détenir au moins un siège à la Chambre, auquel s'ajoute un certain nombre d'autres au prorata de sa population. L'Alaska, par exemple, dont la population est très faible, n'a qu'un seul représentant à la Chambre. La Californie, l'Etat le plus peuplé, en compte aujourd'hui 53.

Le Sénat a été conçu pour représenter les Etats et, de fait, ses membres étaient originellement désignés par les assemblées législatives des Etats. C'est seulement depuis l'adoption du Dix-septième Amendement à la Constitution, en 1913, que les sénateurs sont directement choisis par les électeurs de leur Etat. Chaque Etat est représenté par deux sénateurs élus pour un mandat de six ans, et le Sénat est renouvelable par tiers tous les deux ans. Les sénateurs sont élus à la majorité relative, selon le système uninominal, chaque Etat représentant une circonscription.

Le scrutin uninominal à un tour a toutes chances d'aboutir à un régime bipartite, pour la simple raison qu'aucun candidat d'un tiers parti n'a de véritable chance de l'emporter. Les électeurs ne souhaitent pas « gaspiller » leur voix en soutenant des candidatures sans espoir, de sorte que les candidats qui veulent réussir évitent de s'affilier à un tiers parti. Tout au long de leur histoire, les Etats-Unis n'ont jamais eu plus de deux grands partis. Aujourd'hui, alors même que les électeurs attachent de plus en plus d'importance à la personnalité



Benjamin Harrison,
républicain
(1889-1893)



CYCLE ELECTORAL DE DEUX ANS

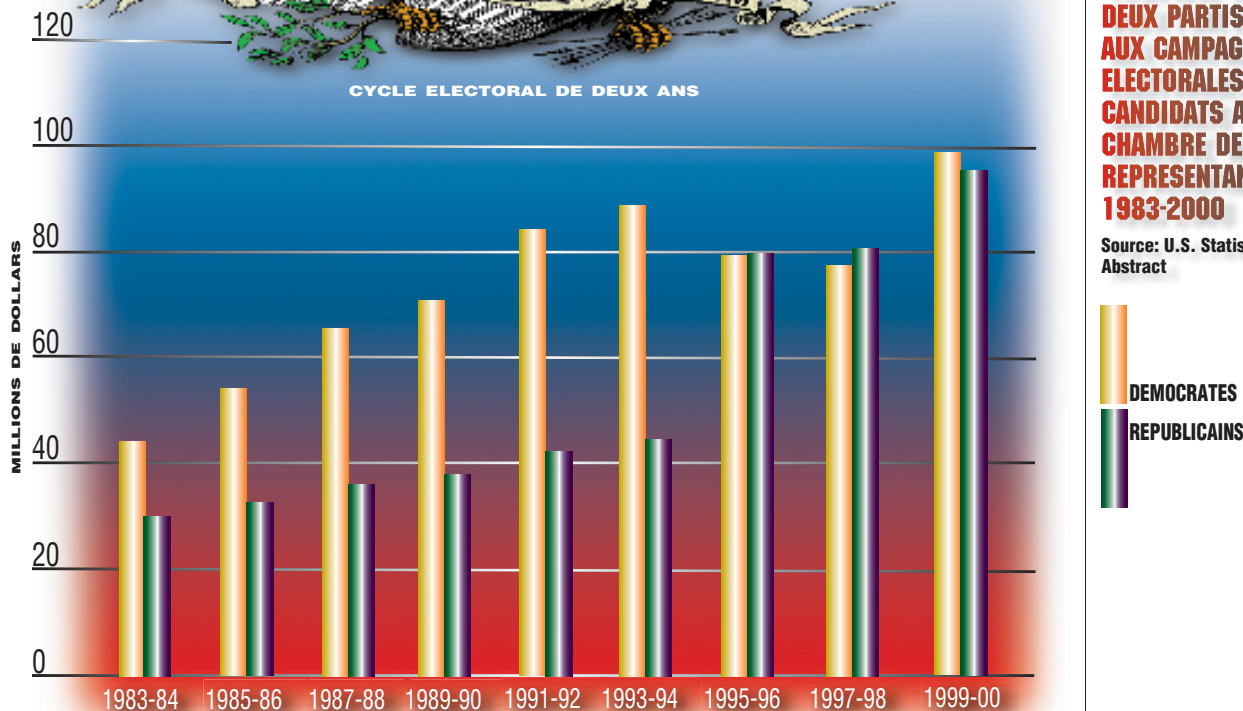


TABLEAU 1

TABLEAU 1:
CONTRIBUTION DES COMITES D'ACTION POLITIQUE DES DEUX PARTIS AUX CAMPAGNES ELECTORALES DES CANDIDATS A LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS 1983-2000

Source: U.S. Statistical Abstract



du candidat plutôt qu'à son appartenance partisane, il est très rare de voir des tiers partis et des candidats indépendants sortir vainqueurs de la compétition.

LES RESSORTS DES ELECTIONS LEGISLATIVES

Durant la majeure partie de l'histoire des Etats-Unis, les élections législatives ont été «axées sur les partis». Comme la plupart des électeurs étaient traditionnellement attachés à l'un ou l'autre des deux partis, ils avaient tendance à voter en conséquence. Les membres du Congrès étaient souvent réélus, conservant parfois leurs sièges des décennies durant, parce que la majorité de leurs électeurs soutenaient leur parti. Leur action personnelle n'avait guère d'influence, sur leur électorat. Au cours des dernières décennies, la personnalité des candidats et la nature de certains

dossiers ont commencé à jouer un rôle important.

Depuis les années 1960, les élections nationales accordent une importance croissante au candidat. Son talent à faire campagne à la télévision, à collecter d'énormes sommes d'argent et à réaliser des sondages a rendu l'électeur plus sensible à la personnalité du candidat. Les électeurs tendent donc de plus en plus à tenir compte des qualités et des faiblesses des candidats, en plus de leur fidélité partisane.

Cet intérêt porté au candidat constitue un avantage considérable pour les sortants. En effet, ceux-ci bénéficient d'une plus grande attention de la presse écrite que leurs concurrents. Davantage présents dans les médias et pesant d'un poids considérable sur la conduite des affaires publiques, les candidats sortants peuvent également collecter des fonds

beaucoup plus importants pour financer leur campagne. Pour ces raisons et d'autres encore, les candidats sortants qui se représentent ont toutes les chances d'être réélus. Avec un taux de réélection des sortants atteignant 88% au Sénat et 96% à la Chambre, les élections au Congrès, ne sont pas seulement axées sur les candidats mais également sur les sortants.

Avec plus de fonds et une meilleure couverture médiatique, les sortants gagnent parce qu'ils sont connus des électeurs, ce qui n'est souvent pas le cas de leurs concurrents. La difficulté de collecter des fonds entraîne souvent un cercle vicieux: des candidats prometteurs renoncent à se présenter contre des sortants solidement installés, et ceux qui décident de se lancer dans la compétition ne parviennent pas à collecter les fonds nécessaires au démarrage de leur campagne.

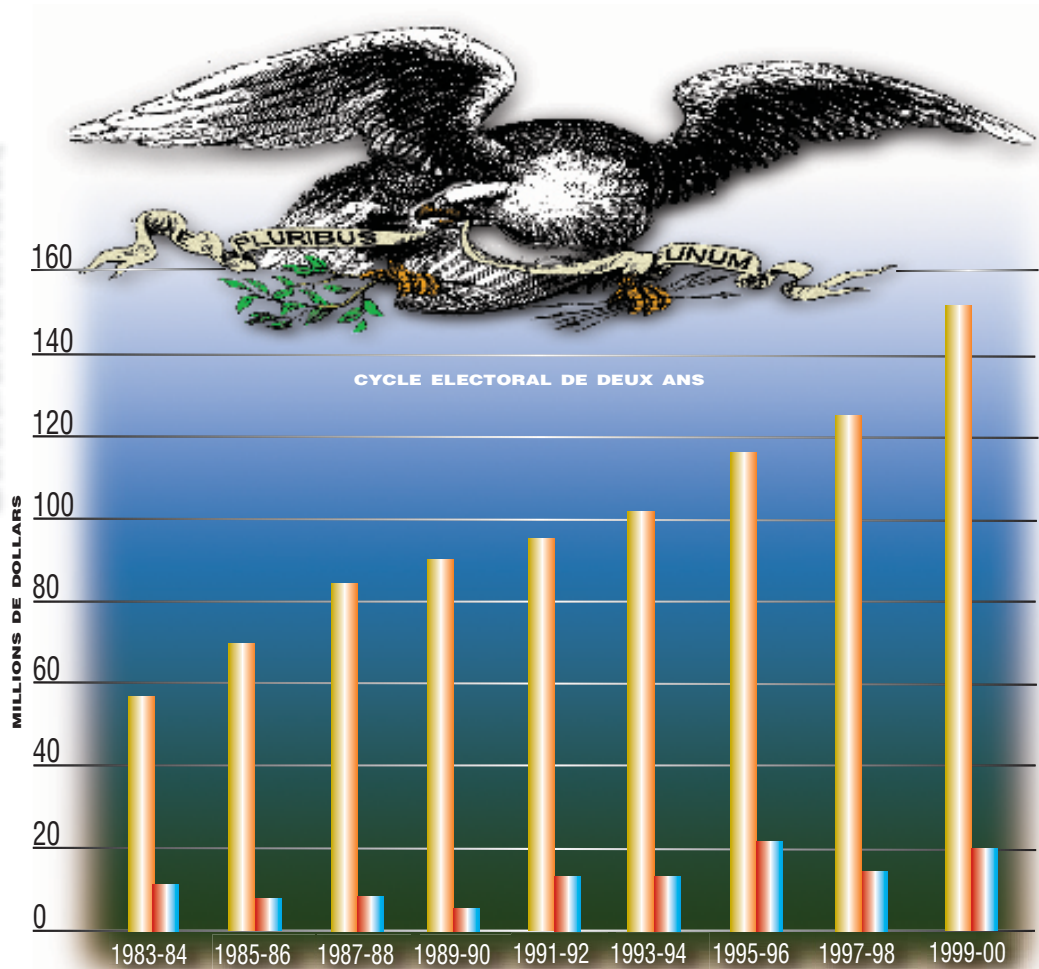
Le vice-président Dick Cheney vote afin de départager le Sénat, le 23 mai 2003, en sa qualité de président de cette chambre.



Le sénateur démocrate de Virginie-Occidentale Robert Byrd s'entretient en 2003 avec un groupe de personnes à l'extérieur de l'hémicycle du Sénat.

**TABEAU 2:
CONTRIBUTIONS
DES COMITÉS
D'ACTION POLITIQUE
AUX CAMPAGNES
DES CANDIDATS
SORTANTS ET DE
LEURS ADVERSAIRES
POUR L'ÉLECTION A
LA CHAMBRE DES
REPRESENTANTS
1983-2000**

SORTANTS
ADVERSAIRES



TABEAU 2

Les fonds alloués aux candidats à l'élection au Congrès par les comités d'action politique (*political action committees - PAC*) montrent l'importance que revêtent le financement, l'appartenance à un parti et le fait d'être sortant. Les contributions des PAC aux deux grands partis de 1983 à 2000 apparaissent dans le tableau 1 (page 23). On y constate l'augmentation générale des sommes investies dans les campagnes au cours de cette période. On notera également que les démocrates ont conservé un avantage substantiel jusqu'en 1994, c'est-à-dire lorsqu'ils détenaient la majorité. Pour les trois dernières élections, les républicains ont rattrapé leur retard. Aujourd'hui, les deux partis reçoivent de leurs PAC respectifs des aides financières pratiquement identiques.

Le tableau 2 (ci-dessus) montre les subventions accordées par les

PAC aux candidats sortants et à leurs concurrents. L'avantage considérable dont bénéficient les candidats sortants est manifeste pour chaque élection. Les sommes allouées aux sortants ont substantiellement augmenté au cours des vingt dernières années, tandis que celles allouées à leurs adversaires n'ont augmenté que beaucoup plus faiblement. Cette seule comparaison explique pourquoi une si forte proportion de sortants sont réélus.

Quand le concurrent parvient à se faire connaître, les électeurs sont plus enclins à traiter les deux candidats sur un pied d'égalité et à voter pour celui qui transmet le message le plus convaincant.

Qu'est-ce qui, chez les candidats au Congrès, séduit le plus efficacement les électeurs? Là aussi, les choses ont changé, notamment aux toutes dernières élections.

Jusqu'à une date récente,

le choix des électeurs était essentiellement motivé par des considérations d'ordre local. Cela était particulièrement vrai pour les élections dites « de mi-mandat », qui interviennent deux ans après l'élection présidentielle. Cette attention tournée essentiellement vers les enjeux locaux s'est fort bien accordée avec l'intérêt croissant porté aux candidats plutôt qu'à leur appartenance à un parti. Les élections de 1994 ont marqué un tournant décisif. Le Parti républicain y a emporté la majorité au Sénat et – performance stupéfiante – enlevé au Parti démocrate quelque 52 sièges à la Chambre des représentants, y obtenant la majorité pour la première fois depuis quarante ans. La stratégie de leur chef de file, le président de la Chambre Newt Gingrich, s'appuyait sur un programme législatif en dix points, baptisé « Contrat avec l'Amérique ».



William McKinley,
républicain
(1897-1901)

Avalisé par la grande majorité des candidats républicains à la Chambre au début de la campagne, il prit une importance notable après les élections. New Gingrich s'engagea – et tint parole – à ce que la nouvelle majorité républicaine adopte un train de lois inspirées de son Contrat avec l'Amérique dans un délai incroyablement court de cent jours. Cette initiative a rehaussé l'image et l'autorité du Parti républicain. Elle a du même coup ancré dans les esprits l'idée que les questions d'intérêt national et un programme d'action national devaient faire partie intégrante des campagnes de mi-mandat.

Les deux élections de mi-mandat qui ont eu lieu depuis lors ont donné des résultats aussi surprenants que celles de 1994. En 1998, pour la première fois depuis 1934, le parti du président en exercice a enlevé des sièges de représentants au parti adverse (six en 1934, et cinq en 1998). Bien qu'ils aient conservé leur majorité au Congrès, les républicains ont été considérés comme les grands perdants des élections de 1998. Beaucoup imputèrent cette « défaite » à l'incapacité du parti à définir une position nette sur les questions d'intérêt national. Aux élections de 2002, les démocrates ne sont pas parvenus à emporter la majorité et, là encore, de nombreux dirigeants du parti ont imputé cet échec à l'incapacité de leur formation à proposer un programme *national*.

LES LEGISLATIVES DE 2004

Les résultats inattendus des élections législatives au cours de la dernière décennie rendent toute prévision hasardeuse. Les facteurs les plus importants sont peut-être le fait que les anciennes stratégies de campagne ne sont plus les meilleures et que la démarche suivie par les électeurs pour prendre leurs décisions est en train de se modifier. Toutefois,

différents éléments méritent d'être pris en considération en 2004.

La première question est de savoir si les démocrates peuvent gagner suffisamment de sièges pour retrouver la majorité à la Chambre. Au Sénat, il n'y a que 34 sièges renouvelables, dont 19 sont actuellement détenus par les démocrates. Par ailleurs, 22 des 34 sièges concernent des Etats où George W. Bush l'a emporté en 2000. Il est donc peu probable que les démocrates puissent ga-



agner le moindre siège au Sénat, de sorte que les républicains paraissent assurés d'y conserver la majorité. Toute l'attention va donc se porter sur la Chambre des représentants.

Les deux partis s'efforcent de recruter les meilleurs candidats possibles et de mobiliser le maximum de ressources pour financer leurs campagnes. Le recrutement de candidats expérimentés et efficaces, combiné à une solide campagne du candidat du parti à la présidence, peut faire pencher la balance et permettre de gagner un maximum de sièges.

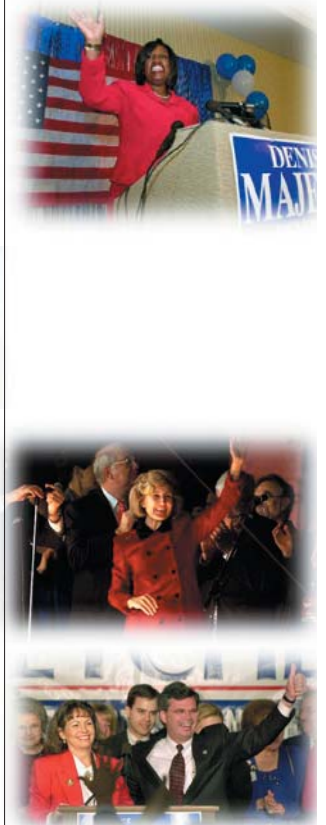
Dans les dernières décennies, le nombre d'électeurs qui votent pour le même parti aux législatives et à la présidentielle a nettement diminué et les deux scrutins sont devenus relativement indépendants l'un de l'autre. Avec un président sortant qui devrait briguer un second mandat et un

équilibre aussi fragile au Congrès, l'issue des législatives pourrait fort bien dépendre du sens dans lequel tournera le scrutin présidentiel. Si le président Bush parvient à conserver la large approbation qu'il a suscitée pendant et tout de suite après la guerre en Irak, il pourrait fort bien consolider l'emprise de son parti tant à la Chambre des représentants qu'au Sénat. Si le taux de satisfaction dont il bénéficie venait à s'effondrer par suite, par exemple, de la situation

économique, on peut parfaitement imaginer que la majorité dont jouit le Parti républicain à la Chambre depuis dix ans ne survivrait pas à sa chute.

Si les questions d'intérêt national pèsent de plus en plus sur les élections législatives, le facteur décisif en 2004 sera la personnalité des candidats à la présidence et la campagne qu'ils mèneront. Cet aspect des choses est le plus difficile à prévoir. Du côté des démocrates, la course à l'investiture reste, au moment où j'écris ces lignes, largement ouverte, avec de nombreux candidats potentiels mais aucun véritable favori. Nous ne pouvons pas dire, à ce jour, si le candidat démocrate à la présidence sera progressiste ou modéré, favorable ou hostile à la guerre. Si, comme tout le laisse croire, le président Bush se représente, on peut être assuré qu'il obtiendra l'investiture républicaine.

Au centre : La représentante républicaine de Floride Kathleen Harris échange une poignée de main avec le représentant démocrate de Floride Kendrick Meek, prélude à une photo de groupe des nouveaux membres de la Chambre des représentants, en novembre 2002. Ci-dessous, de haut en bas : Denise Majette, candidate démocrate lors d'une élection primaire au Congrès, remercie des partisans en août 2002 à Decatur, en Georgie. Kay Bailey Hutchison, sénatrice républicaine du Texas, salue la foule après avoir prononcé son discours d'acceptation à l'extérieur du Capitole de l'Etat du Texas, le 7 novembre 2000. Le même jour, le représentant républicain du Kentucky Ernie Fletcher fête sa réélection au Congrès.





Theodore Roosevelt,
républicain
(1901-1909)

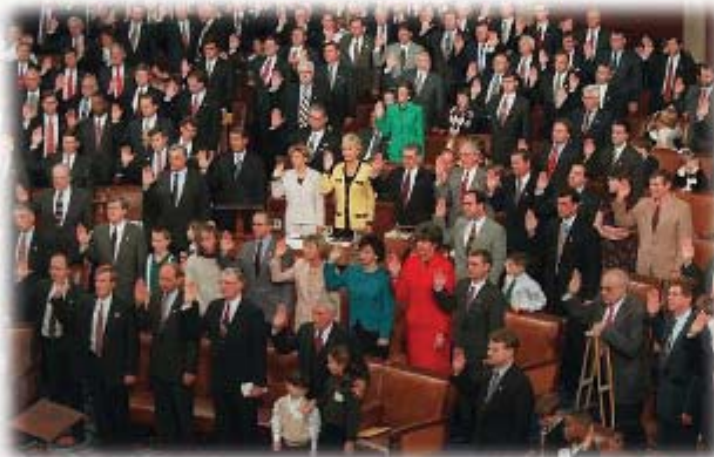
Il est fort probable que les questions de politique intérieure constitueront les principaux enjeux des législatives de 2004. La guerre contre le terrorisme n'en restera pas moins la question majeure de la politique étrangère. Cela faisait quelque temps – depuis l'effondrement de l'Union soviétique – que les problèmes internationaux n'avaient pas revêtu une telle importance dans une élection présidentielle. Comment les deux

améliorations, ce qui favoriserait les républicains, ou au contraire stagner, voire sombrer dans la récession, ce qui favoriserait un retour en force des démocrates ?

En résumé, l'un des principaux enjeux des législatives de 2004 est le contrôle de la Chambre des représentants et du Sénat, compte tenu du fragile équilibre entre les deux partis qui prévaut depuis dix ans. C'est un enjeu d'importance pour la démocratie américaine,

aux deux candidats présidentiels ; reste également à savoir qui seront les candidats du Parti démocrate, quelles positions ils adopteront et comment le public les accueillera. Toutes ces interrogations se combinent pour conférer aux élections 2004 un intérêt particulièrement intense. ■

John Aldrich est titulaire de la chaire Pfizer-Pratt de sciences politiques à l'université Duke. Il est spécialisé dans l'étude de la politique et du comportement américains, la théorie formelle et la méthodologie. Il est l'auteur ou le coauteur de divers ouvrages, dont Why Parties, Before the Convention, Linear Probability, Logit and Probit Models, ainsi que d'une série de livres sur les élections. Son ouvrage Change and Continuity in the 2000 and 2002 Elections vient de paraître.



Ci-contre : Des membres de la Chambre des représentants prêtent serment le 7 janvier 1997, lors de l'inauguration du 105^e Congrès. Ci-dessous : Le président George W. Bush prononce sa première allocution devant le Congrès des Etats-Unis réuni en séance plénière, le 27 février 2001.

partis aborderont-ils la question, et comment réagira le public ? La réponse à ces questions est très incertaine. Il semble pour l'instant que la situation économique sera la principale préoccupation des électeurs. Mais, là encore, l'incertitude est grande. La situation économique va-t-elle connaître une nette

dans la mesure où la politique prendra des directions fort différentes selon le parti qui prendra le contrôle du gouvernement, à moins que celui-ci ne reste partagé entre les deux. Pour ajouter à cette incertitude, il se pourrait que l'issue des élections législatives dépende de la manière dont réagira le public face



LES SONDAGES, LES EXPERTS ET LES ELECTIONS DE 2004

PAR JOHN ZOGBY

Beaucoup d'Américains adorent les sondages d'opinion. D'autres les haïssent. Ceux qui les adorent suivent avec passion les courses politiques – qui est en tête, qui a une chance de gagner, qui détient la position la plus populaire sur les questions de santé publique ou de stratégie économique. A une époque où de plus en plus d'Américains sont réduits au statut d'atomes confinés dans leur poste de travail ou perdus dans les longs va-et-vient quotidiens entre leur domicile et leur lieu de travail, les sondages apportent au citoyen des repères et lui permettent de mieux se situer par rapport à l'ensemble de la communauté nationale.

La profession d'enquêteur est très controversée. Nous sommes souvent accusés d'aller bien au-delà de la simple mesure des fluctuations de l'opinion publique à l'égard des questions politiques et des candidats, de manipuler les électeurs, de jouer aux gourous pour influencer les élus les plus malléables et, finalement, de minimiser l'effet de

la participation sur les résultats du scrutin. Or j'ai constaté, au cours de mes vingt années d'expérience d'enquêteur professionnel, que ceux qui critiquent le plus violemment les sondages sont aussi ceux qui se montrent capables d'en citer le plus rapidement les tout derniers résultats.

LES SONDAGES HIER ET AUJOURD'HUI

Il fut un temps où un ou deux instituts de sondage seulement s'imposaient sur le marché. Aujourd'hui, à l'heure de l'information permanente, de l'Internet et des réseaux câblés fonctionnant 24 heures sur 24, de larges créneaux sont pris d'assaut par des sondages, commandés ou non, émanant de diverses sources.

Si le premier sondage d'opinion à caractère politique a été réalisé en 1824 par le journal local de Harrisburg, en Pennsylvanie, les sondages effectués par des entreprises indépendantes n'ont guère pris une place systématique dans la presse avant les années 1930. Les premières grandes enquêtes répondant aux exigences modernes de fiabilité ont été réalisées par des instituts spécialisés répondant aux noms de Gallup et Roper, bientôt rejoints par d'autres tels que Sindlinger, Yankelovich et Harris. En outre, à partir des années 1970, les trois grandes chaînes de télévision américaines ont commencé à proposer leurs propres sondages pour

la course à la présidence et, peu après, pour d'autres compétitions importantes au niveau des Etats: élection du gouverneur et des membres du Congrès fédéral.

Les sondages commandités par les médias (par exemple CBS/New York Times, ABC/Washington Post, NBC/Wall Street Journal) diffèrent à bien des égards de ceux organisés à titre privé par les



De haut en bas : Un homme lit le Chicago Tribune du 1^{er} mai 1968 annonçant la décision du président Johnson de ne pas se représenter. Eugene McCarthy, candidat démocrate à la présidence, s'adresse à des étudiants de la Cleveland's Case Western Reserve University, en avril 1968.

candidats et les partis politiques et sont devenus des éléments importants du processus politique. La différence essentielle réside dans le fait que les sondages commandités par les médias sont publics et principalement destinés à informer les électeurs des candidats placés en tête dans la compétition. Ils sont par nature neutres et indépendants. Une telle objectivité est particulièrement importante dans la mesure où elle interdit aux candidats de dissimuler les résultats de leur propres sondages « privés ». Les années passant, les sondages indépendants ont permis de disposer d'un point de vue objectif sur la compétition électorale, d'une évaluation des atouts et des points faibles de chacun des candidats et d'une information fiable



Ci-dessus : A San Diego, en 1996, les délégués à la convention républicaine apportent leur soutien à la candidature du sénateur Robert Dole à la présidence.



William Howard Taft,
républicain
(1909-1913)

A droite : Des journalistes travaillent sur leur site Internet lors de la convention démocrate, le 17 août 2000, à Los Angeles.

sur les catégories de population soutenant les uns et les autres. Ils donnent aux journalistes la possibilité d'informer honnêtement le public de l'évolution de la campagne.

Cette transparence et cette indépendance sont très utiles aux lecteurs de la presse écrite et aux téléspectateurs. Il n'empêche que même les enquêtes indépendantes peuvent poser problème. Aux présidentielles de 1996, l'ancien chef de file républicain au Sénat, Bob Dole, faisait campagne contre Bill Clinton, le président sortant. Alors que la plupart des sondages accusaient pour Dole un retard de 25 points, mes propres sondages pour le compte de Reuters montraient une compétition beaucoup plus serrée, avec un écart de 7 à 12 points. Mais comme les autres grandes agences de presse et les médias se fondaient sur les sondages précités, Dole a été présenté, jour après jour, comme le candidat qui « se traînait à 25 points derrière » le président sortant. Quand seuls les sondages les plus extrêmes sont utilisés comme sources dans la couverture d'une campagne, ils peuvent gravement fausser l'information, laisser présager des résultats et ainsi concourir à la réalisation de leurs propres prophéties. Cela ne facilite pas non plus la tâche du candidat en seconde position : il aura beaucoup de mal à collecter des fonds pour soutenir sa campagne ou à faire passer son message.

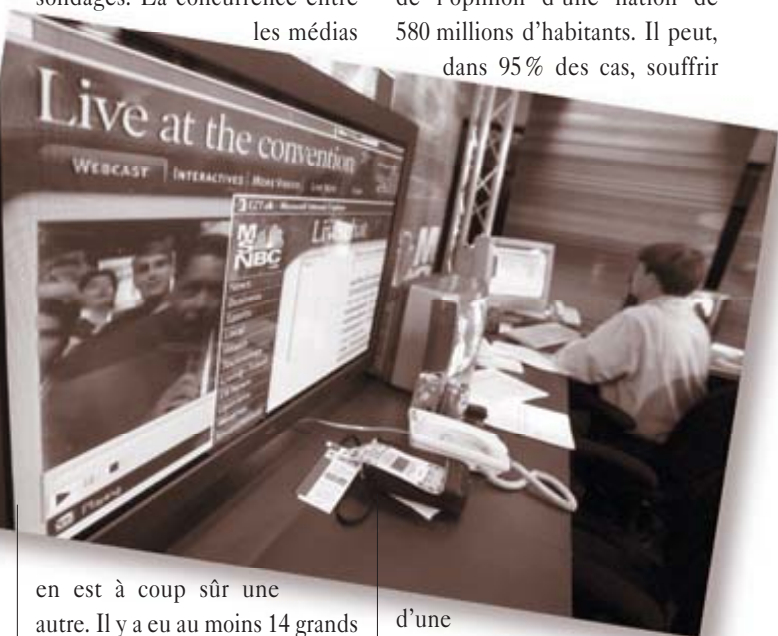
Est-ce à dire que les sondages préélectorales affectent la participation et influencent les résultats ? La réponse est globalement négative. Même si la couverture de la compétition Dole-Clinton a sérieusement nui au sénateur Dole, rien ne permet de dire que celui-ci aurait pu gagner l'élection. Il n'existe par ailleurs aucune preuve permettant d'établir qu'un candi-

dat ait jamais perdu à cause de sondages le mettant loin derrière son concurrent.

Certains affirment cependant qu'il y a aujourd'hui surabondance de sondages. J'ai déjà fait allusion aux chaînes câblées qui émettent 24 heures sur 24 et ont besoin de remplir les temps morts de leurs programmes. C'est là l'une des raisons de la prolifération des sondages. La concurrence entre les médias

publiés dès le lendemain, ces sondages portent sur un échantillon de 500 adultes pour l'ensemble du territoire national. Si ces sondages ultrarapides peuvent donner un aperçu des réactions du public, les spécialistes estiment qu'ils ne sont pas fiables.

En premier lieu, un échantillon de 500 personnes est insuffisant pour rendre sérieusement compte de l'opinion d'une nation de 580 millions d'habitants. Il peut, dans 95 % des cas, souffrir



en est à coup sûr une autre. Il y a eu au moins 14 grands sondages indépendants au cours de la campagne électorale de 2000, et leurs résultats n'ont pas toujours été cohérents. Les électeurs ne devraient cependant pas se plaindre : ils ont la possibilité de choisir et doivent se montrer des consommateurs avisés, aussi bien pour les sondages que pour l'achat d'une voiture ou d'une maison. Il existe quelques règles essentielles en matière de sondage et je donne ici mon propre guide pour en apprécier la valeur.

ETENDUE DE L'ECHANTILLON DE POPULATION ET MARGE D'ERREUR

Il arrive que des sondages soient effectués en l'espace d'une soirée, tout de suite après un événement majeur tel que le discours annuel du président sur l'état de l'Union ou un débat entre les candidats à une fonction politique. Menés très rapidement pour pouvoir être

d'une erreur de représentativité de l'ordre de 4,5 %, soit une marge d'erreur réellement trop importante lorsqu'il s'agit de la course à la présidence ou à quelque fonction majeure au niveau d'un Etat. En outre, cela ne permet pas, à mes yeux, de fournir l'analyse statistique par catégorie de population, indispensable dans une élection à ce niveau.

Ces sondages ultrarapides posent d'autres problèmes méthodologiques. Même si les sondeurs appliquent des coefficients à leur échantillon pour qu'il reflète plus fidèlement la structure démographique du pays, cette méthode ne compense pas forcément la sous-représentation de certains groupes. Dans un sondage réalisé au cours d'une seule soirée, les Afro-Américains peuvent ainsi être sous-représentés. Ou, un autre soir, le sondage peut avoir

interrogé un trop grand nombre d'Afro-Américains du Nebraska ou du Kansas, et pas assez de l'Etat de New York, du Mississippi ou de Caroline du Sud.

Un autre problème affecte couramment les sondages réalisés dans l'urgence : ils risquent d'interroger des « citoyens adultes » et non des « électeurs probables ». Il peut exister des différences importantes entre les deux groupes sur le plan de la structure démographique. En général, les « adultes » incluent davantage de membres des minorités, de personnes à faible revenu et de militants syndicaux. Sachant que chacune de ces catégories vote plutôt démocrate, leur surreprésentation risque de fausser les résultats du sondage.

Il faut donc veiller à la dimension et à la structure de l'échantillon de population interrogé. Un bon sondage à l'échelle nationale doit porter, aux Etats-Unis, sur au moins 1 000 électeurs probables et comporter une erreur de représentativité inférieure à 3 %.

QUAND UNE VICTOIRE N'EN EST PAS UNE

Même les sondages les plus sérieux sont sujets à interprétation. Ils laissent également percevoir aux journalistes et aux experts qui les lisent un ensemble de probabilités. C'est ainsi que les instituts de sondage et les politologues donnent naissance à cet animal insaisissable qu'est « l'opinion dominante ». L'histoire est donc riche en candidats qui se sont détachés du peloton contrairement aux attentes qu'avaient fait naître les premiers sondages.

Prenons, par exemple, le cas du sénateur Eugene McCarthy qui, parti en croisade contre la guerre du Vietnam, se posa en concurrent du président Johnson en 1968. Malgré le sentiment d'hostilité à la guerre qui se développait aux Etats-Unis, personne ne pensait qu'un obscur sénateur du Minnesota pouvait

sérieusement défier le puissant président sortant. Mais, à l'issue de la première primaire de la campagne (celle du New Hampshire), McCarthy obtint 41 % des suffrages contre 49 % à Johnson. Les experts estimèrent que McCarthy dépassait de si loin les prévisions fondées sur les sondages antérieurs qu'ils le déclarèrent vainqueur. La « victoire » de McCarthy stupéfia le monde politique et, moins de deux semaines plus tard, le président Johnson décidait de ne pas se représenter.

La victoire d'un candidat fut de la même façon proclamée à l'issue de la primaire du New Hampshire en 1972. George McGovern, sénateur du Dakota du Sud, qui s'était un temps fait le champion de l'opposition pacifiste avant de prendre la tête d'un mouvement réformiste au sein du Parti démocrate, se posa en adversaire du sénateur Edmund Muskie, grand favori à l'investiture démocrate pour la course à la présidence. Les sondages privés commandités par McGovern indiquaient qu'il pourrait obtenir plus de 40 % des suffrages à la pri-

seul fait qu'il avait dépassé les prévisions des experts. Et, comme en 1968, cette « victoire » proclamée apporta à McGovern les bénéfices d'un succès au New Hampshire : couverture médiatique, afflux des contributions financières et coup d'accélérateur dans la compétition. McGovern finit par obtenir l'investiture du Parti démocrate, mais ne put résister à la vague de fond qui devait porter Richard Nixon à la présidence.

En 1976, l'ex-gouverneur de Georgie Jimmy Carter fut dans un premier temps baptisé « Jimmy Qui ? » par la presse de Washington. Mais les 28 % de suffrages qu'il obtint à la primaire démocrate du New Hampshire face à des personnalités plus connues, suffirent à le propulser au rang de favori et à lui assurer l'investiture finale.

Ainsi, les sondages préélectoraux peuvent être utilisés soit pour renforcer la position d'un favori, soit au contraire pour la saper. Ils orientent, finalement, le regard des journalistes et promeuvent certains candidats au statut de vainqueurs potentiels.



Woodrow Wilson, démocrate (1913-1921)



LES SONDAGES A LA SORTIE DES URNES

Les sondages effectués à la sortie des bureaux de vote font, depuis les années 1970, partie intégrante des élections américaines tant nationales qu'au niveau des Etats. Ce sont également, à juste titre,

De gauche à droite : Au Texas, des républicains se rassemblent pour regarder le premier débat télévisé entre Al Gore et George W. Bush en 2000. A Los Angeles, une électricienne participe à un sondage à la sortie du bureau de vote lors d'une élection primaire.

les plus controversés, dans la mesure où ils s'efforcent de prédire les résultats à partir des réponses apportées par des électeurs qui viennent tout juste de voter. Leur réputation a été particulièrement mise à mal en 2000, quand les chaînes de télévision se sont fondées sur eux pour effectuer non pas une, mais deux projections erronées quant à l'identité du candidat promu vainqueur

tenir compte pour améliorer leur échantillonnage pour les élections à venir.

Mais les sondages à la sortie des urnes sont problématiques lorsqu'on les utilise pour déterminer, par projection, le nom du vainqueur. Aussi valable que puisse être l'échantillon de population interrogé, cela reste un échantillon, avec la marge inévitable d'erreur que cela im-

j'estime que l'échec retentissant enregistré en novembre 2000 doit nous servir de leçon. Nous n'avons nul besoin de savoir qui a remporté l'élection avant que le décompte effectif des voix n'ait été réalisé.

L'INDUSTRIE DES SONDAGES EST-ELLE EN CRISE ?

On parle beaucoup, ces temps-ci, d'une baisse du taux de réponse aux questions des enquêteurs.

Quand j'ai débuté dans la profession, le taux moyen de réponse était de 65 % ; autrement dit, deux sur trois des personnes contactées par téléphone acceptaient de se prêter à une enquête d'opinion. Aujourd'hui, le taux moyen de réponse tourne autour de 30 %, et tend même à se situer beaucoup plus bas dans certaines zones métropolitaines. Forts de ces chiffres, certains experts n'hésitent pas à annoncer la mort des sondages. Tel n'est pas du tout le cas. Des taux de réponse moins élevés signifient qu'il faut davantage de temps pour mener à bien un sondage ; mais il reste tout à fait possible d'obtenir de bons échantillons de population.

Ne pas demander aux sondages plus que ce que l'on peut raisonnablement en attendre, et faire sagement preuve de scepticisme face à l'information politique, telles sont, à mon avis, les meilleures attitudes à adopter à l'approche de nouvelles élections d'importance majeure en 2004. ■

John Zogby est président-directeur général de l'institut de sondage Zogby International qu'il a fondé en 1984. Sa société a mené des enquêtes pour le compte, entre autres, de Reuters et de la chaîne de télévision NBC. John Zogby est l'auteur du livre intitulé Decision 2002: Why the Republicans Gained. Pour plus d'informations, on pourra consulter le site www.zogby.com



Ci-contre : Le candidat George W. Bush participe à l'émission de télévision « Hardball with Chris Matthews » pendant sa campagne électorale. Ci-dessous : George W. Bush sur le plateau de l'émission « Meet the Press ».



par les électeurs de Floride.

Il n'en reste pas moins que les sondages effectués à la sortie des urnes, lorsqu'ils sont correctement utilisés, constituent un outil essentiel pour les enquêteurs, les médias et les chercheurs. Ils renseignent les analystes politiques sur la manière dont des groupes spécifiques de la population ont voté et les raisons de leur choix. Ils permettent aussi aux instituts de sondage d'affiner leur appréciation des taux de participation des différentes catégories et d'en

plique. Quand la compétition est extrêmement serrée, une marge d'erreur de 1 à 2 % est lourde de conséquences. En se fondant à la fois sur les sondages réalisés avant le scrutin et sur ceux réalisés à la sortie des urnes en continu le jour des élections de 2000, les chaînes de télévision n'étaient nullement autorisées à annoncer qui, de George W. Bush ou d'Al Gore, l'avait emporté en Floride.

Cette position pourra paraître étonnante de la part du directeur d'un institut de sondage, mais



Warren Harding, républicain (1921-1923)

LE FINANCEMENT DES CAMPAGNES

PAR JOSEPH CANTOR

Une éminente personnalité politique déclara un jour que « l'argent est le lait nourricier de la politique. » Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui que la taille de l'électorat impose aux candidats, au moins pour les élections aux fonctions les plus élevées, de recourir aux moyens de communication de masse pour atteindre les citoyens.

Aux Etats-Unis, les candidats aux fonctions électives disposent généralement de quatre sources de revenus pour le financement de leur campagne: 1) les contributions personnelles des citoyens; 2) leur parti politique; 3) les groupes d'intérêt, souvent par l'intermédiaire des comités d'action politique (*political action committees* ou *PAC*); 4) leurs ressources personnelles et familiales. Il existe depuis 1970 une cinquième source de financement, notamment pour les élections présidentielles: le Trésor public.

Le recours accru aux médias audiovisuels et la professionnalisation croissante de la politique entraîne une augmentation du coût des campagnes. En 2000, les candidats à la présidence ont dépensé 607 millions de dollars, et les candidats au Congrès un peu plus d'un milliard. Un candidat ayant gagné son élection au Congrès a dépensé en moyenne 7,4 millions de dollars pour le Sénat et 849 000 dollars pour la Chambre des représentants. Les dépenses des candidats représentent cependant une part de moins en moins importante du total des fonds engagés pour peser sur les élections, les partis et les groupes d'intérêt jouant un rôle de plus en



plus lourd dans la communication directe avec les électeurs.

Aujourd'hui, les partis politiques et les groupes d'intérêt concen-

d'exercer une influence indue sur la conduite des affaires publiques. Les solutions proposées incluent généralement une plus grande implication du gouvernement dans le contrôle du financement des campagnes, permettant une plus grande transparence et une meilleure information du public, et interdisant du même coup aux « intérêts particuliers » de



En haut: Le représentant démocrate du Massachusetts, Marty Meehan (à g.), et le représentant républicain du Connecticut, Chris Shays (à dr.), célèbrent en mars 2002 le vote par la Chambre des représentants d'une réforme du financement des campagnes électorales. Ci-contre: Le sénateur démocrate du Wisconsin, Russ Feingold (à g.), et le sénateur républicain de l'Arizona John McCain (à dr.) s'adressent à la presse devant la Cour suprême des Etats-Unis en septembre 2003, pendant une audience sur la constitutionnalité de la loi McCain-Feingold réformant le financement des campagnes électorales.

trent leur aide sur leurs candidats privilégiés et investissent plus directement pour maximiser leur propre influence sur l'issue des élections.

Des commentateurs s'élèvent depuis longtemps contre le coût trop élevé des campagnes électorales et la nécessité de faire appel à des fonds privés pour les financer: ils craignent que cela ne permette à de riches bailleurs de fonds et à de puissants intérêts privés

s'opposer à ce qu'il est convenu d'appeler « l'intérêt général ». Les « réformateurs » se heurtent à ceux qui considèrent que le coût des campagnes est le prix que doit payer une démocratie pour assurer une libre concurrence électorale, les importantes contributions financières des groupes d'intérêt n'étant que l'expression contemporaine du pluralisme politique qui caractérise depuis toujours les Etats-Unis. L'institution judiciaire



Calvin Coolidge, républicain (1923-1929)

Herbert Hoover,
républicain
(1929-1933)



Franklin Roosevelt,
démocrate
(1933-1945)

évoque souvent une autre question que soulève la réglementation du financement des campagnes: limiter la générosité des donateurs ne serait-ce pas porter atteinte au droit reconnu de s'exprimer librement dans l'arène politique?

On peut dire que le système de financement des campagnes tel qu'il fonctionne aujourd'hui aux Etats-Unis est un compromis entre la philosophie des réformateurs, celle des défenseurs du système actuel, et celle de l'institution judiciaire qui impose un cadre à la réglementation gouvernementale. Il reflète à la fois les lois telles qu'elles ont été votées – et appliquées – et l'évolution des mœurs politiques américaines.

LES SYSTEMES POLITIQUES EN DEMOCRATIE

Une comparaison entre le système américain et celui qui prévaut dans les autres démocraties nous aidera à comprendre certains aspects originaux du régime politique des Etats-Unis.

LA PRIMAUTE DU CANDIDAT

D'abord et avant tout, le système américain se différencie des régimes parlementaires en vigueur dans la plupart des démocraties, qui placent généralement les partis politiques au centre du processus électoral, puis de l'action gouvernementale.

Le système électoral américain est, pour le meilleur et pour le pire, axé sur la personne des candidats plutôt que sur leur appartenance à un parti. Les candidats tendent à être des acteurs indépendants qui ne doivent pas leur carrière ou leur investiture aux instances dirigeantes du parti, mais aux suffrages des électeurs lors d'élections primaires. Si cette indépendance a eu des effets salutaires en termes d'ouverture et de transparence, elle a sans doute contribué à alourdir le coût des campagnes, dans la mesure où les candidats ont besoin de trouver

des sources de financement quasi indépendantes.

LE PREMIER AMENDEMENT

Un autre aspect unique du régime américain est la place centrale accordée dans le processus politique au droit absolu à la liberté d'expression et d'association garanti par le Premier Amendement à la Constitution des Etats-Unis. C'est à l'institution judiciaire qu'échoit le rôle de décider si une législation est en conflit avec ces droits. Dans son jugement historique *Buckley c. Valeo*, en 1976, la Cour suprême a cassé la législation limitant les montants que les candidats, les partis politiques et les groupes d'intérêt pouvaient dépenser pour communiquer avec les électeurs, tout en autorisant des restrictions sur les contributions financières versées au profit d'entités impliquées dans les élections. La Cour a fait valoir que la limitation des dépenses engagées pour communiquer avec les électeurs constituait une atteinte inacceptable à la liberté d'expression. Tout en reconnaissant que la limitation des contributions constituait, elle aussi, une entorse à la liberté d'expression, elle a estimé que des limites raisonnables pouvaient se justifier par la nécessité dans laquelle se trouvait le gouvernement de protéger le système contre toute corruption, réelle ou apparente, résultant de relations *quid pro quo* (donnant, donnant) entre donateurs et candidats. En assimilant la liberté de dépenser de l'argent dans une campagne à la liberté d'expression, et en établissant une différence entre l'argent donné à un candidat et l'argent dépensé par un candidat, cette décision – suivie d'autres prises par des tribunaux de niveau inférieur – a eu de profondes répercussions sur la réglementation du financement des activités politiques aux Etats-Unis.

LE ROLE DU GOUVERNEMENT

Une autre différence tient au fait que le financement sur fonds publics des campagnes électorales est beaucoup moins important aux Etats-Unis que dans les autres démocraties. Les subventions gouvernementales aux partis politiques sont monnaie courante dans la plupart des pays du monde et le libre accès aux médias audiovisuels y est souvent facilité du fait que l'Etat est propriétaire des principales stations émettrices, ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis. Bénéficiant de subventions directes et d'un accès gratuit à l'antenne, les hommes politiques sont beaucoup moins soumis à l'obligation de collecter des fonds importants pour le financement de leur campagne.

Les partisans d'un financement public des campagnes ont réussi dans les années 1970 à faire adopter un tel système pour les élections présidentielles et certaines élections au niveau des Etats ou des collectivités locales, mais pas pour celles des membres du Congrès. Depuis 1976, les candidats investis par les grands partis pour la course à la présidence ont systématiquement droit à une subvention importante (quelque 67 millions de dollars en 2000 et pour le républicain George W. Bush et pour le démocrate Al Gore). Les partis reçoivent également une subvention pour l'organisation de leur convention nationale et, dans les élections primaires, des fonds peuvent être octroyés aux candidats à hauteur des petites contributions qu'ils ont obtenues de donateurs privés.

En contrepartie de ce financement public, les candidats doivent s'engager à limiter leurs dépenses de campagne, restriction autorisée par la Cour suprême dans la mesure où elle est volontaire. L'efficacité de cette limitation est cependant contrariée par la possibilité dont disposent les

personnes privées et les groupes d'intérêt d'aider financièrement les candidats en usant de moyens qui, bien que légaux, permettent de dépasser les limites prévues par la législation fédérale (voir ci-après le paragraphe *soft money*).

LA LEGISLATION FEDERALE

Depuis les années 1970, la législation fédérale sur le financement des campagnes obéit à trois grands principes qui s'appliquent à l'élection du président et des membres du Congrès. En revanche, chacun des 50 Etats a ses propres lois pour la désignation des titulaires des fonctions électives au niveau des Etats et des collectivités locales. Ces trois grands principes sont les suivants :

TRANSPARENCE DU FINANCEMENT DES CAMPAGNES

La transparence des fonds servant au financement des campagnes, qui permet à la fois aux partis et candidats opposés et aux médias d'exercer un droit de regard, est considérée comme l'obstacle le plus efficace à la corruption en ce domaine. Cet aspect de la réglementation bénéficie d'un large consensus, en principe tout au moins. Au niveau fédéral, cela suppose des rapports périodiques, avec le total des sommes engagées et le détail de leur origine pour les montants supérieurs à 200 dollars.

MESURES D'INTERDICTION

Il est depuis longtemps interdit aux sociétés commerciales, aux banques nationales et aux syndicats de puiser dans leur trésorerie – bénéfices commerciaux et cotisations syndicales – pour peser sur les élections fédérales (bien que de nombreux Etats autorisent cette pratique pour leurs élections locales). Ces institutions – sociétés ou syndicats – ont néanmoins la possibilité de constituer des comités d'action politique pour collecter des dons versés à titre bénévole par leurs dirigeants et actionnaires pour les premières, par leurs membres pour les seconds. Les fonds ainsi réunis peuvent servir à financer les campagnes au niveau fédéral, ce qui permet aux entreprises

et syndicats d'exercer leur influence sur les élections. Sont également interdites, dans toutes les élections, les contributions financières émanant de ressortissants étrangers.

MESURES DE RESTRICTION

La législation fédérale impose des limites aux contributions versées aux candidats, partis et groupes impliqués dans les élections fédérales, qu'elles émanent de particuliers, de comités d'action politique (PAC) ou de partis. Un citoyen peut, à titre personnel, faire un don de 2 000 dollars à un candidat dans une élection donnée, le total de ses dons à l'ensemble des candidats, partis et PAC étant plafonné à 95 000 dollars par cycle électoral de deux ans. Un PAC peut contribuer à concurrence de 5 000 dollars à la campagne d'un candidat pour une élection donnée, mais il n'y a pas de limites au total des contributions apportées par une seule et même entité.

POUR UNE REFORME DU FINANCEMENT DES CAMPAGNES

Les problèmes que soulèvent les relations entre l'argent et la politique font de la réforme du mode de financement des campagnes un sujet inépuisable de débat aux Etats-Unis.

La législation qui a finalement été adoptée en 2002 diffère notablement de celles qui l'ont précédée. Alors que celles-ci cherchaient à améliorer le système existant de réglementation fédérale, la loi de 2002, connue sous le nom de *Bipartisan Campaign Reform Act* ou *BCRA* (aussi appelée loi McCain-Feingold, du nom des deux sénateurs qui en sont les promoteurs), a pour but de sauvegarder ce système, en plaçant sous le contrôle de l'autorité fédérale des activités dont on a estimé qu'elles contournaient la législation fédérale sur le financement des campagnes.

A partir des années 1980, les

partis politiques ont commencé à collecter des fonds dont le montant dépassait très largement le plafond autorisé par la législation fédérale, en alléguant qu'ils n'étaient pas destinés à influencer directement l'issue des élections fédérales. Le retour en force de ces puissants et riches bailleurs de fonds – dont



De haut en bas : John Baldacci, candidat démocrate au poste de gouverneur, prend la parole devant des partisans en juin 2002, à Augusta dans le Maine. Lors de la campagne de 2002, pour la première fois les candidats du Maine bénéficient de fonds publics pour leur campagne. Le président George W. Bush salue ses supporters au cours d'une collecte de fonds en juin 2003 à Los Angeles. Le gouverneur républicain de l'Etat de New York, George Pataki, échange une poignée de main avec un partisan lors d'une collecte de fonds.

Harry Truman, démocrate (1945-1953)



Dwight Eisenhower, républicain (1953-1961)

on pensait que les réformes des années 1970 avaient freiné l'influence – annonçait le règne triomphal des fonds collectés et dépensés en dehors du cadre de la réglementation des élections fédérales (*soft money*), mais qui peuvent influencer, au moins indirectement, l'issue de ces élections (par opposition à *hard money*, les fonds collectés et dépensés conformément à la législation sur les élections fédérales).

Les contributions, émanant de sources prohibées et atteignant des montants supérieurs à ceux admis par la législation, alimentaient des organisations politiques affiliées aux partis au niveau des Etats et servaient à financer des opérations



John Kennedy,
démocrate
(1961-1963)



En mai 1999, les républicains de l'assemblée de l'Etat de Californie annoncent la formation d'un nouveau comité d'action politique en vue de promouvoir la participation des Latino-Américains au processus politique au niveau fédéral et de l'Etat.

de mobilisation sur le terrain. En soutenant de telles activités, elles apportaient inévitablement leur appui aux candidats aux élections fédérales. En outre, les campagnes de collecte de fonds menées de concert par les dirigeants en place du parti et par les candidats aux élections fédérales tendaient à montrer que ces contributions financières étaient essentiellement destinées à soutenir les candidats aux élections fédérales.

Il fallut cependant attendre les élections fédérales de 1996 pour que se répande largement le sentiment que le système de réglementation était en train de s'effondrer. Non seulement les partis politiques avaient cette année-là collecté quelque 900 millions de dollars en *soft money*, mais les groupes d'intérêt et les partis avaient découvert un autre moyen de peser sur les élections fédérales en dehors du cadre où s'appliquaient les restrictions fédérales: l'organisation de discussions sur les questions au cœur du débat électoral, au cours desquelles on exposait et analysait les positions des candidats sur tel sujet particulier, mais sans jamais mentionner explicitement le nom des candidats dont on souhaitait la défaite ou la victoire.

S'appuyant sur le fait que les tribunaux de niveau inférieur ont interprété l'arrêt *Buckley c. Valeo* comme exigeant la présence d'une telle mention explicite du nom des candidats pour que s'applique la législation fédérale, les groupes de pression ont pu présenter des informations tendant à donner une vision positive ou négative de personnalités politiques qui se trouvaient être également candidats aux élections, sans pour autant être soumis aux restrictions prévues par la législation sur les élections fédérales. Pour les élections de 1996 et celles qui les ont suivies, on estime à plusieurs

dizaines de millions de dollars les sommes ainsi dépensées, sans qu'il soit possible de donner des chiffres précis étant donné qu'aucune déclaration n'était requise.

L'IMPACT DE LA LEGISLATION

Après 1996, les réformateurs ont modifié leurs priorités: il ne s'agissait plus tant de limiter la contribution des PAC ou les subventions publiques que de combler les lacunes qui rendaient la législation fédérale sur le financement des activités politiques de plus en plus inopérante. La loi McCain-Feingold de 2002 interdit en général aux partis au niveau national, aux candidats aux élections fédérales ou aux détenteurs de postes fédéraux de collecter et dépenser des fonds sous forme de *soft money*. De la même façon, elle interdit aux partis, au niveau de l'Etat ou au niveau local, de dépenser des fonds sous forme de *soft money* dans des activités « liées aux élections fédérales ». En ce qui concerne les débats sur les positions des candidats sur les grands dossiers, la nouvelle loi exige que soit déclarée toute publicité faite à la radio ou à la télévision concernant des candidats à des élections fédérales clairement identifiés, et ce dans les 30 jours précédant une primaire ou les 60 jours précédant une élection générale; elle interdit également tout financement électoral ayant pour source les fonds propres d'une société commerciale ou d'un syndicat.

Plus approchait le vote de la loi et plus prenait d'importance la question de la constitutionnalité de telles mesures. Alors que se préparent déjà les campagnes pour les élections de 2004 et que les responsables politiques cherchent à s'adapter à la nouvelle législation, le monde politique attend avec impatience les conclusions de l'examen de la constitutionnalité demandé par les sénateurs McCain et Feingold.

Le 2 mai 2003 est tombée la pre-

mière décision avec l'arrêt *McConnell c. FEC* du tribunal d'instance du district de Columbia. Il rejetait l'interdiction pure et simple faite aux partis à l'échelon national de collecter et aux partis à l'échelon local d'utiliser ce type de fonds; il approuvait en revanche l'interdiction de communications susceptibles de peser plus directement sur l'issue des élections fédérales et l'interdiction faite aux candidats et détenteurs de fonctions fédérales de collecter des fonds sous forme de *soft money*. En outre, le tribunal rejetait toute réglementation des communications à la radio et à la télévision concernant des candidats fédéraux fondée sur la notion de limite temporelle; il surprit les observateurs en approuvant la réglementation fondée sur le critère plus subjectif consistant à déterminer si un message servait ou desservait un candidat fédéral, indépendamment de sa date de diffusion.

La Cour suprême va-t-elle suivre la ligne à laquelle elle se tient depuis l'arrêt *Buckley c. Valeo*? Ou se laissera-t-elle convaincre par l'abondance des preuves et les conséquences de l'application de la législation précédente que les risques de corruption et l'influence excessive exercée par des personnes ou des groupes puissamment riches justifient une réglementation plus rigoureuse? Ce qui est sûr, c'est que la décision de la Cour suprême aura de profondes répercussions sur les efforts qui seront déployés à l'avenir pour réguler le flot d'argent dans lequel baigne la politique. ■

Joseph Cantor est spécialiste des questions touchant au gouvernement national américain au sein du Congressional Research Service, dépendant de la Library of Congress. Il y a commencé sa carrière en 1973, après avoir obtenu sa licence à l'université Johns Hopkins et, depuis 1979, il est spécialisé dans l'étude du financement des campagnes électorales. A ce titre, il a contribué à l'information du Congrès sur ces questions et à l'analyse des propositions concernant la modification de la législation en ce domaine.



ELECTIONS DE 2004

GLOSSAIRE

CAUCUS: CAUCUS. Réunion, notamment de personnes dont l'objectif est de promouvoir un changement de politique ou d'organisation. Dans le contexte des élections présidentielles américaines, ce terme a fini par désigner le rassemblement de militants politiques locaux d'un parti pour désigner un candidat à l'investiture de ce parti dans la course à la présidence. Dans un système de caucus en plusieurs étapes, les militants locaux, qui exercent une activité à l'échelon d'un bureau de vote, choisissent des délégués qui les représenteront aux réunions organisées à l'échelon du comté; ces réunions permettent à leur tour de désigner des délégués aux conventions de l'Etat. Ces conventions sélectionnent ensuite des délégués à la convention nationale du parti qui désignera le candidat officiel. L'objectif du système des caucus est d'indiquer, par le biais du choix des délégués, la préférence des membres du parti dans chaque Etat. Cela a pour effet de démocratiser la désignation du candidat à la présidence.

COATTAILS: BASQUES. Parties flottantes d'une jaquette. En politique américaine, ce terme évoque le fait qu'un élu ou un candidat à une fonction publique peut utiliser sa popularité personnelle pour entraîner dans son sillage d'autres candidats de son parti et ainsi augmenter leurs chances de victoire.

CONSERVATIVE: CONSERVATEUR. Tenant de toute opinion politique située entre le centre-droit modéré et la droite la plus dogmatique. Le Parti républicain est généralement considéré comme le plus conservateur des deux principaux partis américains. Dans le domaine politique, les conservateurs aux Etats-Unis prônent en général l'économie de marché et la baisse des impôts; ils se méfient du pouvoir fédéral par opposition au pouvoir des collectivités locales et des Etats

CONVENTION BOUNCE: DYNAMIQUE DE LA CONVENTION. Augmentation de

la popularité d'un candidat à la présidence, reflétée par les sondages, dans les jours qui suivent son investiture par la convention nationale de son parti.

DEBATE: DEBAT. Dans la politique américaine récente, les débats ont fini par être associés à des émissions de télévision au cours desquelles tous les candidats à la Maison-Blanche ou à la vice-présidence exposent leurs idées et celles de leur parti en réponse aux questions que leur posent les journalistes ou le public. Des débats peuvent aussi avoir lieu à la radio ou lors de réunions, et concerner toute fonction élective.

DIVIDED GOVERNMENT: COHABITATION. Expression qui désigne en général une situation où le président appartient à un parti politique alors qu'une chambre au moins du Congrès (le Sénat ou la Chambre des représentants) est dominée par le parti opposé. Le cas peut aussi se produire à l'échelon d'un Etat, lorsque le gouverneur appartient à un parti et que l'autre parti détient la majorité à l'assemblée. La cohabitation est courante dans le système politique américain; elle a pour effet d'inhiber les changements radicaux et d'inciter les responsables politiques des deux partis à conclure des compromis dans le domaine législatif.

FEDERAL ELECTION COMMISSION (FEC): COMMISSION ELECTORALE FEDERALE. Organisme réglementaire indépendant, créé en 1974, chargé d'administrer et de faire appliquer la loi sur le financement des campagnes électorales fédérales.

FRONT-LOADING: AVANCEMENT DU CALENDRIER. Pratique qui consiste, dans chaque Etat, à organiser les caucus et les élections primaires de plus en plus tôt par rapport à l'élection nationale. Les Etats espèrent ainsi donner un élan décisif à un ou deux candidats à la présidence et exercer une influence majeure sur le choix du candidat par chaque parti.

FRONT-RUNNER: FAVORI. Candidat considéré comme le plus populaire ou le plus à même d'obtenir l'investiture de son parti, voire de gagner les élections.

HARD MONEY/SOFT MONEY. Termes utilisés pour différencier les fonds dont l'utilisation est ou n'est pas régie par la loi sur le financement des campagnes électorales fédérales. *Hard money* désigne l'argent dont la loi régit l'attribution et qui peut être utilisé pour influencer l'issue des élections fédérales – c'est-à-dire en faveur de candidats précis. *Soft money* désigne l'argent qui n'est pas attribué dans le cadre de la loi et doit être réservé à des activités qui n'influencent pas sur l'élection d'un candidat à des fonctions fédérales (par exemple, des campagnes pour l'inscription sur les listes électorales).

HORSE RACE: COURSE DE CHEVAUX. Métaphore désignant une campagne électorale. Elle évoque le sentiment d'excitation qu'éprouvent les foules au spectacle d'une compétition sportive. La formule renvoie aussi à la façon dont les médias rendent compte des campagnes, en mettant souvent davantage l'accent sur les positions respectives des candidats dans les sondages que sur leurs positions politiques.

LIBERAL: PROGRESSISTE. Dans le paysage politique américain, les *liberals* se situent légèrement à gauche par rapport au centre. Les démocrates sont considérés comme plus progressistes. Dans le domaine politique, les *liberals* préconisent un élargissement du pouvoir fédéral pour remédier aux inégalités sociales. Dans le domaine socioculturel, ils soutiennent volontiers le féminisme, les droits des minorités et mettent l'accent sur la liberté individuelle en matière de comportement.

MIDTERM ELECTION: ELECTIONS DE MI-MANDAT. Elections législatives qui interviennent deux ans après l'élection du président, c'est-à-dire au milieu de son mandat. Leurs résultats sont parfois interprétés comme un jugement populaire sur le bilan de l'action du chef de l'exécutif. Ce scrutin concerne le tiers des sièges du Sénat et la totalité des sièges de la Chambre des représentants, ainsi que de nombreuses fonctions au niveau des Etats et des collectivités locales.



Lyndon Johnson, démocrate (1963-1969)

Richard Nixon, républicain (1969-1974)



Gerald Ford, républicain (1974-1977)



Jimmy Carter,
démocrate
(1977-1981)

NEGATIVE ADS: PUBLICITES NEGATIVES. Publicités qui visent à persuader les électeurs de voter pour un candidat en discréditant son adversaire, par exemple en attaquant sa personnalité ou son attitude passée sur certains dossiers.

PLATFORM: PROGRAMME ELECTORAL, PLATE-FORME. Dans le contexte de la politique présidentielle américaine, ce terme désigne l'exposé officiel, par écrit, des principes et des objectifs d'un parti politique, présenté au cours du processus d'investiture de son candidat à la présidence.

PLURALITY RULE: REGLE DE LA MAJORITE RELATIVE. Méthode qui consiste à attribuer la victoire au candidat qui a obtenu le plus de voix, même si elles n'atteignent pas 50% des suffrages. Si, par exemple, un premier candidat recueille 30% des voix, un deuxième 30% et un troisième 40%, ce dernier aura obtenu la majorité relative et gagne l'élection.

PRIMARY ELECTION: ELECTION PRIMAIRE. Election organisée pour désigner le candidat de chaque parti politique à une fonction publique donnée. Des primaires peuvent avoir lieu à tous les niveaux: celui de la collectivité locale pour l'élection d'un maire, de la circonscription parlementaire pour l'élection à la Chambre des représentants, de l'Etat pour la fonction de gouverneur ou de sénateur et celle de président des Etats-Unis. Dans les primaires « fermées », seuls peuvent voter les électeurs inscrits sur les listes d'un parti. Dans les primaires « ouvertes », les électeurs inscrits sur les listes d'un parti peuvent participer à la primaire d'une autre formation.

Les primaires pour la désignation des candidats à la présidence sont organisées à l'échelon de chaque Etat; elles servent à indiquer la personnalité que la population de cet Etat préfère désigner comme candidat d'un parti. Selon les lois de l'Etat, les électeurs votent directement pour le candidat présidentiel de leur choix ou pour des délégués qui se sont « engagés » à soutenir ce candidat présidentiel à la convention nationale du parti.

Ronald Reagan,
républicain
(1981-1989)



George Bush,
républicain
(1989-1993)

PROTEST VOTE: VOTE DE PROTESTATION. Vote en faveur du candidat d'un tiers parti, visant non pas à faire élire ce candidat, mais à indiquer le mécontentement de l'électeur à l'égard des candidats des deux principaux partis.

REDISTRICTING: REDECOUPEGE ELECTORAL. Modification des limites géographiques des circonscriptions parlementaires à l'intérieur d'un Etat pour l'élection des membres de la Chambre des représentants. Démocrates et républicains rivalisent à l'échelon de l'Etat pour s'emparer des mécanismes juridiques et politiques dont dépend le redécoupage électoral – généralement en obtenant la majorité dans les assemblées des Etats. Ce faisant, ils peuvent redessiner les frontières des circonscriptions parlementaires afin de donner à leur parti un avantage électoral.

REGIONALIZATION: REGIONALISATION. Les cinquante Etats de l'Union sont officieusement regroupés en six régions environ, présentant chacune une certaine unité géographique et culturelle qui les différencie des autres. En période de primaires présidentielles, la « régionalisation » désigne la pratique consistant pour certains Etats à s'associer afin de donner à leur région le maximum d'influence sur le processus électoral, notamment en organisant leurs primaires le même jour.

SINGLE-MEMBER DISTRICT. Système électoral uninominal qui sert à désigner des membres des instances législatives, à l'échelon fédéral et des Etats. Un seul candidat est élu par circonscription, selon le principe de la majorité relative. Le système uninominal permet à un seul parti de remporter la totalité d'une circonscription. C'est exactement le contraire du système proportionnel – plus répandu – dans lequel des circonscriptions plus vastes élisent simultanément plusieurs candidats en proportion des voix obtenues par leurs partis respectifs.

SOUND BITE: PETITE PHRASE. Formule brève et percutante d'un candidat, reprise dans les bulletins d'information de la radio et de la télévision.

SPIN DOCTOR: CONSEILLER EN COMMUNICATION. Conseiller en communication ou consultant politique employé par l'équipe d'un candidat pour lui faire obtenir la meilleure publicité possible en toute circonstance. Par exemple, après un débat entre les candidats à la présidence, les *spin doctors* de chaque bord relanceront les journalistes pour qu'ils mettent en valeur les points marqués par leur camp au cours du débat et essaieront de convaincre la presse – donc le public – que leur candidat a gagné.

THIRD PARTY: TIERS PARTI. Tout parti politique autre que les deux grandes formations qui ont dominé la vie politique américaine tout au long du xx^e siècle – le Parti républicain et le Parti démocrate.

TICKET SPLITTING: PANACHAGE. Pratique consistant à voter pour des candidats de partis politiques différents lors de la même élection – par exemple, pour le candidat démocrate à la présidence et pour le candidat républicain au Sénat.

TOWN MEETING: REUNION ELECTORALE. Rencontre sans caractère officiel organisée par un élu ou un candidat à une fonction publique avec un groupe de personnes, souvent à l'échelon local, et au cours de laquelle le public pose des questions directement à l'élu ou au candidat.

TRACKING SURVEY: SONDAGE EN CONTINU. Sondage qui permet de suivre les sentiments des électeurs au cours d'une campagne. Lors du premier sondage, l'enquêteur interroge un même nombre d'électeurs pendant trois soirées consécutives – par exemple, 400 électeurs par soirée, soit un échantillon total de 1200 personnes. Au cours de la quatrième soirée, l'enquêteur interroge 400 électeurs supplémentaires, ajoute leurs réponses à ses statistiques et supprime les réponses du premier soir. De jour en jour, l'enquête se poursuit sur un échantillon de 1200 personnes interrogées au cours des trois jours précédents. Au fil du temps, le candidat et son équipe peuvent étudier l'évolution des résultats et observer l'influence de certains événements sur les opinions des électeurs.



BIBLIOGRAPHIE ET

SITES INTERNET

LIVRES

Abramson, Paul R., John Aldrich, et David Rohde
Change and Continuity in the 2000 and 2002 Elections. CQ Press, 2003, 400 p.

Bibby, John F.
Two Parties – Or More? The American Party System. 2^e édition. CQ Press, 2002, 168 p.

Brinkley, Alan, éd. et Davis Dyer, éd.
The Reader's Companion to the American Presidency. Houghton Mifflin, 2000, 368 p.

Coleman, Kevin J., Joseph E. Cantor et Thomas H. Neale
Presidential Elections in the United States: A Primer. Congressional Research Service, Library of Congress, 2000, 53 p.
<http://fpc.state.gov/documents/organization/22616.pdf>

Flanigan, William H. and Nancy Zingale
Political Behavior of the American Electorate. 10^e édition. CQ Press, 2002, 220 p.

Goldstein, Michael L.
Guide to the 2004 Presidential Election. CQ Press, 2003, 140 p.

Gregg, Gary L., éd.
Securing Democracy: Why We Have an Electoral College. ISI Books, 2001, 197 p.

Maisel, L. Sandy
The Parties Respond: Changes in American Parties and Campaigns. 4^e édition. Westview Press, 2002, 400 p.

Moore, John Leo
Elections A-Z. 2^e édition. CQ Press, 2003, 614 p.

Polsby, Nelson W. et Aaron Wildavsky
Les Elections présidentielles aux Etats-Unis. 10^e édition. Nouveaux Horizons, 2000, 419 p.

Thomas, Norman G. et Joseph A. Pika
"Election Politics" in The Politics of the Presidency. 5^e édition. CQ Press, 2001, 510 p.

Thompson, Dennis
Just Elections. University of Chicago Press, 2002, 240 p.

Traugott, Michael et Paul J. Lavrakas
Election Polls, the News Media & Democracy. Chatham House Publishers, 2000, 368 p.

Traugott, Michael et Paul J. Lavrakas
The Voter's Guide To Election Polls. 2^e édition. Chatham House Publishers, 2000, 192 p.

Wayne, Stephen J.
The Road to the White House. 2004. 7^e édition. Wadsworth Publishers, 2003, 336 p.

Zogby, John
Decision 2002: Why the Republicans Gained. Zogby International, 2003, 234 p.

SITES INTERNET

Center for Responsive Politics
<http://www.opensecrets.org/home>

Center for the American Woman and Politics
<http://www.rci.rutgers.edu/~cawp>

Center for Voting and Democracy
<http://www.fairvote.org/>

Democracy in Action, P2004,
Race for the Presidency
<http://www.gwu.edu/~action/P2004.html>

Democratic National Committee
<http://democrats.org/index.html>

Federal & State Election Resources
<http://www.llrx.com/columns/roundup25.htm>

League of Women Voters
<http://www.lwv.org>

Politics1 – Presidency2004
<http://www.politics1.com/p2004.htm>

Project Vote Smart
<http://www.vote-smart.org>

Republican National Committee
<http://rnc.org>

U.S. Federal Election Commission
<http://www.fec.gov>

Foreign Press Centers (liens Internet sur la campagne de 2004)
<http://fpc.state.gov/c9752.htm>

Démocratie et droits de l'homme: Des élections libres et honnêtes, septembre 1996.
<http://usinfo.state.gov/journals/itdhr/0996/ijde/ijde0996.htm>

ARTICLES

Brooks, David. "One nation, slightly divisible," *Atlantic Monthly*, déc. 2001, p. 53-65.
<http://www.theatlantic.com/issues/2001/12/brooks.htm>

Benenson, Bob. "Special Report, Election 2004," *CQ Weekly*, 9 août 2003, p. 2010-2014.

Cantor, Joseph E.
Campaign Financing. Congressional Research Service, Library of Congress, 2002, 14 p.
<http://fpc.state.gov/documents/organization/20708.pdf>

Cook, Charles E. "Sweep or split", *Washington Quarterly*, automne 2003, p. 213-220.
http://www.twq.com/03autumn/docs/03autumn_cook.pdf

Dunham, Richard S. "Election '04: Off and Running; With the Presidential primary season now getting into full gear, here are four dynamics that will determine Bush's re-election.(WASHINGTON WATCH)" *Business Week Online*, 2 sept. 2003.
http://www.businessweek.com/bwdaily/dnflash/sep2003/nf2003092_1665_db015.htm

Faucheux, Ron. "Early Senate handicapping for '04: short of an across-the-board Bush-Republican collapse, Democrats will have their hands full holding the line on what they already have in the Senate. (On the Record). (Elections United States)", *Campaigns & Elections*, avril 2003, p. 7.

"Taking Aim At 2004: Can Bush win a second term running on a platform of tanks and tax cuts? An inside look at the campaign playbook.(Nation)" *Time*, 5 mai 2003, p. 32.



Bill Clinton,
démocrate
(1993-2001)



George W. Bush,
républicain
(2001-)

DEPARTEMENT D'ETAT DES ETATS-UNIS
BUREAU INTERNATIONAL DE L'INFORMATION

<http://usinfo.state.gov/>

